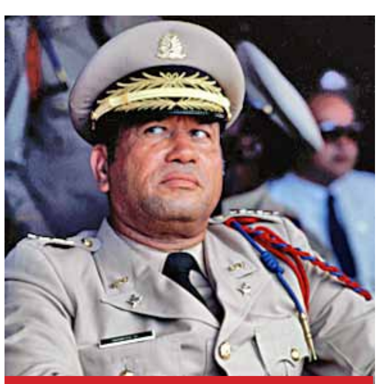
Vol. 5, No. 20 • Du 30 Novembre au 6 Décembre 2011 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



29 Novanm 1987-29 Novanm 2011: 24 lane masak Lame Dayiti sou pèp ayisyen an!

Page 6





JUGEMENT DE JEAN CLAUDE DUVALIER : UN IMPÉRATIF

Voir page 4

Des organisations étrangères et haïtiennes mettent des pressions sur le gouvernement Martelly/Conille et le pouvoir judiciaire haïtien pour que l'ex-dictateur, Jean-Claude Duvalier et ses sbires soient traduits par devant la justice conformément aux lois haïtiennes



Wyclef Jean accusé d'avoir détourné les fonds de son association

Page 7



Grèce : Coup d'État européen face au soulèvement populaire !

Page 10



QUE POURRAIT-ON ATTENDRE DE LA CONFÉRENCE DES INVESTISSEURS ?

Voir page 4

L'ex-président des Etats-Unis, Bill Clinton et le président de la BID, Luis Alberto Moreno étaient à la tête d'une importante délégation composée d'investisseurs étrangers



Unasur : vers une dédollarisation des échanges !

Page 15

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

La corruption généralisée !

Par Berthony Dupont

Depuis le séisme qui a ravagé plusieurs villes d'Haiti, tué un nombre incalculable de gens soit plus d'un quart de million de personnes, fait plus de 300.000 blessés et environ un million et demi de sans-abris, l'humanité touchée par cette désastreuse catastrophe a tendu la main en signe de solidarité au peuple haïtien. Partout dans le monde, spécialement au Canada, en France et aux Etats-Unis, il y eut toute une panoplie d'organisations à collecter de l'argent pour venir au secours de ce peuple.

Aux Etats-Unis, l'épouse même du président Obama, les anciens présidents Bill Clinton et George Bush dans des spots publicitaires incitèrent les gens à contribuer au secours d'Haiti.

En réalité où est passé tout l'argent recueilli et quel a été exactement le montant total d'aide reçu pour Haiti ?

Cette semaine, on rapporte dans la presse le détournement de fonds alloués aux victimes du séisme du 12 janvier 2010 par l'artiste Wyclef Jean et son organisation Yele Haiti. Nous ne sommes pas étonnés des agissements de ce dernier, mais il est un fait certain qu'il n'est pas le seul coupable dans cet acte malhonnête contre les pauvres gens qui dorment encore à la belle étoile au Champs de Mars à proximité du Palais National et dans d'autres endroits du pays.

Beaucoup d'organisations internationales ont fait leur beurre sur le dos du peuple haïtien, vu que l'argent qu'elles recevaient n'a jamais été réellement investi en Haiti, mais plutôt a servi à renflouer des comptes en banque, véritables puits sans fonds.

Il en est de même des fonds recueillis par la Croix rouge Américaine, puisque cette organisation a été elle-même mise en cause pour manque de transparence sur les dons d'autant que les gens ont même mis en question les 430 millions de dollars récoltés par cette ONG. Selon un sondage réalisé par le Chronicle of Philanthropy, en Haïti, on soupçonne largement que de fortes sommes ont été détournées vers les caisses des ONG et des organisations humanitaires. Et même dans le cas de la Commission Intérimaire de Reconstruction d'Haiti dont le mandat n'a pas été renouvelé en Octobre dernier par le parlement, on sait que beaucoup d'argent ont été dépensés dans des activités qui n'ont rien à voir avec le malheur du peuple haïtien. C'est dans cette optique que Martelly et l'ex-premier ministre pressenti d'alors Daniel Rouzier avaient catégoriquement affirmé qu'ils allaient révoquer Bill Clinton du fait que 4 milliards de dollars avaient été gaspillés. Le député A. Rodon Bien-Aimé estime qu'il y a eu des gaspillages de fonds sous prétexte de faciliter l'investissement dans le pays.

C'est une corruption généralisée, tout comme dans le cadre du Fonds national d'éducation, créé par Martelly avec l'argent récolté illégalement des transferts de la diaspora. Personne ne sait exactement la somme totale jusqu'ici récoltée ni combien a déjà été dépensé, ni non plus qui réellement gère ce fonds. Pas même le Parlement n'est imbu de cette situation. Cet argent peut même bien être une source de corruption politique pour payer ceux qui réclament des pots de vin pour services rendus. En d'autres termes une source d'enrichissement pour les proches du président comme l'avait fait Papa Doc en utilisant la Régie du Tabac et des allumettes avec les Siclair et autres.

On peut même penser que c'est avec cet argent que Martelly prétend organiser sa nouvelle force armée comme François Duvalier avait créé les Volontaires de la Sécurité nationale et Jean-Claude les Léopards. Originaire de ce même courant politique, l'on comprend vite pourquoi Martelly se presse en mettant les bouchées doubles pour reformer les Forces Armées d'Haiti.

C'est de même en suivant cette logique de gaspillage, d'exploitation et de corruption que Clinton et ses poulains ont organisé deux journées intitulées : Forum d´investissements d´Haïti. Il est certain qu'aux oreilles de bien de naïfs tout ce tintamarre de projets fumeux et fantasques va faire des heureux, espérant que les choses changeront pour eux avec cette misère abjecte qui leur colle à la peau, surtout les Caracolois, qui attendent fermement le lancement officiel du Parc industriel de Caracol. Alors que ça va être pourtant tout le contraire de leurs espoirs. Ce sera vraiment « Reconstruire Haïti » puisque avec ces factories d'assemblage ce ne sera que l'esclavage légalisé, avec des colons venus comme sauveurs et bienfaiteurs, vu que les ouvriers auront à travailler pour des salaires de misère.

« Caracol peut avoir un effet multiplicateur phénoménal dans cette région », a déclaré le président de la BID, Luis Alberto Moreno. Et pour nous tourner beaucoup plus en dérision, l'ambassadeur américain en Haiti Kenneth H. Merten a, pour sa part, estimé que: « l'investissement est la véritable clé pour rendre le peuple haïtien plus prospère, et qui, à son tour, fera de la nation haïtienne une nation plus indépendante et souveraine. »

En somme, tout ce qui se fait a été longuement préparé pour remettre les pendules de l'exploitation à outrance du peuple haïtien à l'heure. Investir davantage signifiera exploiter encore plus et dans cette logique réprimer toujours plus systématiquement. A ce nouveau carrefour qui nous attend, l'armée de Martelly aura bien son rôle au service des classes dominantes, surtout lorsqu'elle lui faudra intervenir pour défendre et protéger les intérêts des transnationales.

La bourgeoisie internationale se hâte en ce moment de sceller l'alliance pour cette affaire qui cependant ne sera porteuse d'aucun avenir pour le développement du pays et le bien-être de la population : de la farine, il n'y en aura jamais, du beurre jamais, du sucre, du café, du ciment il nous faudra en commander. De la main-d'œuvre il y en aura en abondance et à vil prix. Voilà donc la politique économique qui attend Haiti et qui sera appliquée sous l'ère illusionniste de nos inquisiteurs et colons modernes.

Vive tension à l'ONA, un blessé grave

Par Jackson Rateau

Dans la nuit du mardi 22 au mercredi 23 novembre dernier, une situation très tendue régnait à l'Office National d'Assurance vieillesse (ONA) à Port-Au-Prince. En effet, 3 nouveaux agents de sécurité, appartenuant à la compagnie Elite étaient installés au cours de la nuit par le directeur de l'Unité de sécurité de l'ONA, le major Kernizan, alors que l'ancienne garde était encore sur place. Les 2 groupes, lourdement armés, ont passé la nuit dans l'enceinte de l'ONA dans une ambiance de grande méfiance, et étaient prêts à se lancer dans une hostilité armée, le cas échéant.

Le matin du mercredi 23 novembre, les 3 nouveaux agents de la compagnie 'Elite' ainsi que le major Kernizan, ont été forcés de quitter le site de l'ONA.

Selon le chef du service de sécurité de l'ONA, Pierre Louis Richardson, par la faute et la mesquinerie des responsables, un grave incident aurait pu éclater entre ces deux groupes d'agents, lourdement armés, évoluant dans un même espace. Le bain de sang qui en aurait résulté a été de justesse évité. Pour prévenir d'éventuelles interventions d'autres individus armés à l'intérieur de l'édifice, les agents de sécurité de l'ONA, ont verrouillé l'entrée principale de l'institution pendant toute la journée du mercredi 23 novembre. Ils ont ouvertement affirmé leur détermination de se battre jusqu'au bout pour défendre leur position qu'ils n'ont pas l'intention d'abandonner à ceux qu'on présente comme des anciens militaires, appartenant à compagnie de sécurité Elite, propriété de Clifford Mayard Paul, frère du Ministre de l'intérieur du gouvernement Martelly/Conille, Thierry Mayard Paul.

Les activités à l'ONA ont été paralysées pendant toute la journée du mercredi. Suite aux rumeurs, faisant savoir que les agents de sécurité de l'ONA, vont être remplacés par les anciens militaires et que la présence de ces 3 agents, mardi soir, était le début des opérations, les employés de l'ONA, croyant ne pas être à l'abri, ont signifié leur solidarité aux agents de sécurité de l'institution.

« Il y avait effectivement un malentendu entre les agents de sécurité et le directeur de ce service, le major Kernizan. Hier soir (mardi), il était environ 9 heures, mes agents de sécurité m'ont appelé pour m'informer de la présence à l'ONA d'autres agents, faisant partie d'une compagnie nommée 'Elite'. Tandis que, l'institution a un corps de sécurité habillé et armé, assurant le service de nuit. Donc, quand, sans aucune entente avec le corps en service, on engage d'autres particuliers qui doivent travailler parallèlement à nos agents, il ne peut y avoir autre chose qu'un incident armé. Alors, moi, en tant que responsable, je m'adresse sagement à nos agents, les mettant en confiance. Nonobstant qu'ils ont été ordonnés par le major Kernizan de déposer leurs armes, moi, je leur ai donné un contre-ordre les assignant à garder leurs armes et à tenir sécurisés tous les périmètres confiés à leur responsabilité ; ceci jusqu'à demain mercredi, de façon à ce que nous ayons le contrôle de cette situation qui évolue à l'institution.


Le directeur général de l'Office National d'Assurance Vieillesse, Bernard Desgraff qui a banalisé l'incident, a affirmé n'avoir nourri aucune intension de procéder aux révocations

Ce matin, le responsable [Kernizan] est venu, mais, n'est pas en mesure de fournir une explication exacte de cette dérive survenue au siège social de l'ONA hier soir, ce qui a révolté la conscience des agents de sécurité et les employés », a précisée le chef de service de sécurité, Richardson Pierre Louis.

« Aujourd'hui, les activités ont cessé. C'est une journée de forte tension. Il y a beaucoup d'anciens militaires dans les parages, prêts à envahir l'ONA. Nous demandons au directeur général et au chef de sécurité de nous entretenir et de nous fournir des explications. Les responsables cherchent à opérer une vague de révocation à l'ONA. Ils allaient commencer par le service de sécurité. Si nous laissons passer ce coup, ça va être terrible pour nous tous, que nous soyons agents de sécurité ou autres employés. Ils ont planifié de désarmer les agents, puis remettre les armes aux anciens militaires, comme avait prévu Martelly », a indiqué un des agents de sécurité de l'ONA ayant requis l'anonymat.

Le directeur général de l'Office National d'Assurance Vieillesse, Bernard Desgraff qui a banalisé l'incident, a affirmé n'avoir nourri aucune intension de procéder aux révocations. Il a ainsi expliqué que les nouveaux agents n'étaient pas venus remplacer ceux de l'ONA. Ils devaient simplement être attachés au service des portefeuilles, et ceci, sous la base d'un contrat, et qu'il incombait au chef de sécurité, le major Kernizan, la responsabilité de fournir les informations aux agents de sécurité et les employés. Le DG s'est hâtivement décidé de former un conseil de 5 membres pour coiffer la direction de sécurité. Tandis que, le major Kernizan ainsi que les 3 nouveaux agents seront affectés à d'autres postes. Il a aussi ajouté qu'il allait accorder une augmentation de salaire de 50% aux employés, mais que celle-ci a été accordée aux cadres de l'institution qui l'avaient dissuadé d'exécuter ce programme.

Par ailleurs, le soir du mercredi 23 novembre dernier, au niveau de Fontamara, Richardson Pierre Louis, revenant de son travail, a été touché de plusieurs balles à l'abdomen. Il a été transporté d'urgence à l'Hôpital Médecins Sans Frontière. « Pierre Louis Richardson, le chef de service de sécurité de l'ONA, alors qu'il rentrait chez lui hier soir, aux environs de 6 heures, revenant du travail, a été attaqué par des individus armés qui lui ont logé 3 projectiles au ventre. Ayant reçu la nouvelle, je me suis rendu hâtivement à l'hôpital Médecins Sans Frontière où il était admis d'urgence. A mon arrivée, on m'a appris qu'il avait été transféré dans un autre centre hospitalier où il était admis en salle d'opération. Selon ce qu'on m'a informé à l'hôpital, il parait que l'état de santé de monsieur Richardson s'est sérieusement détérioré et qu'à n'importe quel moment, il pourrait passer de vie au trépas. Je pense que la police et la justice d'Haïti doivent ouvrir une enquête pour appréhender les coupables. Car, l'attentat est survenu, alors que hier, Richardson intervenait sur toutes les stations de radio et de télévision de la capitale… », a précisé le responsable des relations publiques de l'ONA, Pierre Martin Dambrevil.

Un sbire de Martelly condamné par un tribunal américain

Le jeudi 23 novembre dernier, à Dorchester, Boston, dans l'Etat de Massachusetts, un des sbires du président Sweet Micky Martelly, Ronald Nelson, alias Roro Nelson qui a fait tant parler de lui ces derniers temps, a été reconnu coupable devant un jury de cette juridiction.

Le verdict du tribunal prononcé par le juge David Fouley l'a condamné à rester en résidence surveillée pour un an, en attendant son jugement définitif. La condamnation prévoit aussi la confiscation de ses documents de voyage par les autorités de la justice américaine. Lors du jugement de l'inculpé jeudi, le tribunal a été pris d'assaut par des dizaines de fanatiques de Martelly et son attaché Nelson. Ils exigeaient l'interruption du jugement et l'élargissement du coupable. Ils ont été chassés par le service de sécurité du tribunal, aidé de la police. Ils se sont trompés, sans nul doute, de territoire, se croyant être en Haïti.

L'inculpé Nelson est accusé avoir violemment agressé une compatriote haïtienne du nom d'Astride Fantal, 45 ans. Selon la plainte de la victime déposée au tribunal de Dorchester, Roro Nelson, le Tibobo du jour, lui doit 1000 dollars US. Après beaucoup de tentatives infructueuses pour se faire rembourser, finalement, elle a obtenu de celui-ci un rendez-vous à 7 heures du soir devant sa maison. Madame Fantal a attendu 4


Ronald Nelson, alias Roro Nelson

heures d'horloge avant de voir arriver le type à 11 heures, armé, saoul et sous l'influence de stupéfiants. A ce moment, une violente altercation verbale eut lieu entre les 2 personnages. Puis, ce fut le tour de la violence physique inouïe de la part du débiteur, assénant sa créditrice de coups de poing, coups de pieds, etc. La malheureuse en est sortie avec beaucoup de blessures et ses vêtements en lambeau. Voici le profil d'hommes évoquant la triste et terrifiante époque des « tontons macoutes » des Duvalier, et qui vont diriger Haïti pendant 5 longues années.

172 voyageurs clandestins haïtiens interceptés en haute mer

Le week-end écoulé, au Cap-Haïtien, à 250 Km de la capitale haïtienne, 2 contingents cumulant un total de 172 compatriotes haïtiens, interceptés en haute mer par les autorités de surveillance maritime américaine, ont été remis aux autorités haïtiennes de la protection civile. En effet, deux frêles navires de fortune remplis de voyageurs clandestins haïtiens ont été successivement stoppés le vendredi 25 et samedi 26 novembre dernier au large des côtes bahaméennes par deux navires de patrouille des gardes côtes américains. Ils ont été refoulés aux autorités concernées basées dans la 2e ville d'Haïti (Cap-Haïtien).

Situation de violence aux Cayes, 3 morts

Le mercredi 23 novembre dernier, dans la localité de Laurent, 4e section communale de la commune des Cayes, un citoyen du nom de Roland Amazan a été lynché à coups de machette par un groupe d'individus de la dite localité. Roland a été accusé d'être l'auteur du meurtre de son cousin Faubert Amazan, instituteur, assassiné le mois d'octobre dernier. D'autre part, le matin du lundi 21 novembre dernier, aux environs de 11 heures, la citoyenne Guerline Bruno a été assassinée dans sa résidence dans la ville des Cayes.

Par ailleurs, le jeudi 24 novembre dernier, du côté de Pacot, localité située au sud-est de Port-Au-Prince, un jeune homme de 22 ans, non identifié, a été lynché par la population de la dite zone, qui l'a accusé d'avoir tenté de voler un appareil de téléphone portable « Black Berry ».

Grave accident sur la Nationale # 3, 4 morts, 15 blessés

Le mercredi 23 novembre dernier, dans la localité de Sapaterre, sur la route reliant Port-Au-Prince à Hinche, est survenu un terrible accident de la route, faisant 4 morts et 15 blessés graves. L'incident s'est produit, alors qu'une camionnette Toyota surchargée de passagers s'empressait de dépasser une voiture. La camionnette qui a eu un de ses pneus arraché, a terminé sa course folle dans une maisonnette. La propriétaire de la maison, Amanie Romain, une couturière, qui s'occupait à parachever ses travaux de couture, a été tuée par l'engin qui a fait panache, tuant 3 de ses passagers et blessant 15 autres.

Les blessés ont été transportés d'urgence à l'Hôpital Sainte Thérèse de Hinche.

Un belairien exécuté par 2 agents de la PNH

Le lundi 28 novembre dernier, dans le quartier de Belair, centre ville de Port-Au-Prince, Morgens Forvillien, 28 ans, conducteur de moto taxi, pris au piège d'un bandit a été criblé de 4 balles par 2 agents policiers de la PNH, et il est décédé sur le champ.« Un inconnu l'a sollicité pour une course. Celui-ci, poursuivi par la police, est monté à l'arrière. Le bandit armé a mis son arme au dos de Morgens et lui a intimé l'ordre de ne pas stopper la moto. Puis, le bandit a commencé à tirer en l'air. Après avoir finalement arrêté l'engin, en dépit que Morgens se soit rendu, 2 policiers de la PNH, en uniforme, lui ont logé 4 balles et sont partis avec la moto et l'arme du bandit. Morgens est un jeune garçon de 28 ans, père de 3 fillettes. C'est de l'arbitraire. Nous au Belair, nous sommes fatigués des représailles venues des forces macoutes du pouvoir en place. Notre sang n'a pas cessé de couler. Nous sommes tenaillés des 2 côtés, des bandits et de la police. Un des nôtres a été tué hier soir, un autre aujourd'hui. Morgens est innocent, est-ce pourquoi le Belair entier est debout, en signe de solidarité avec sa famille. Quelque soit l'endroit de la ville où il y a du désordre, Belair doit être la première cible. Le jour de l'enterrement, nous leur apprendrons une bonne leçon », a réagi un riverain, originaire du Belair.

Jugement de Jean Claude Duvalier :

Un impératif pour le gouvernement haïtien

Par Yves Pierre-Louis

Dans les priorités du président de la République, Michel Joseph Martelly, l'Etat de droit figure parmi la politique de quatre « E » de son gouvernement. Les ministres ne cessent de les répéter chacun dans sa sphère d'action. Depuis quelques jours, le président Martelly parle de réconciliation et d'entente nationale. Alors que l'histoire a toujours démontré qu'il ne peut y avoir ni réconciliation véritable ni entente nationale digne de ce nom, qui ne passe par la voie de la vérité, de la justice et de la réparation. Il ne peut y avoir de la réconciliation ni d'entente nationale sous le règne de l'impunité. Tant qu'il y a impunité il ne peut y avoir d'Etat de droit et de réconciliation.

C'est dans cette perspective que des organisations étrangères et haïtiennes mettent des pressions sur le gouvernement Martelly/Conille et le pouvoir judiciaire haïtien pour que l'ex-dictateur, Jean Claude Duvalier et ses sbires soient traduits par devant la justice conformément aux lois haïtiennes.

Le 24 novembre dernier, la concertation pour Haïti (CPH), un regroupement d'organisations québécoises et canadiennes, fondé en 1994



Jean-Claude Duvalier en Léopards

qui participe depuis lors au mouvement de solidarité avec le peuple haïtien en marche vers une société non-violente, plus juste et démocratique, a écrit au président de la République, Michel Martelly pour lui demander de faciliter la tenue d'un procès juste et équitable afin que la justice soit rendue à des milliers de victimes de la dictature duvaliérienne qui a duré 29 ans.

Voici la teneur de cette lettre signée par 16 organisations et approuvée par le représentant d'Amnistie Internationale Canada francophone, Michel Frênette.

« La Concertation pour Haïti s'adresse aujourd'hui à vous pour que le pouvoir exécutif garantisse aux autorités judiciaires l'indépendance, les moyens matériels et financiers et la sécurité, indispensables pour que soit déféré à la justice l'ex-président Jean-Claude Duvalier, afin que ce dernier fasse l'objet d'un procès juste et équitable.

Déjà, les plaintes déposées ont été jugées recevables et le juge d'instruction a transmis le dossier au Commissaire du gouvernement. Il est maintenant impératif que le gouvernement haïtien confirme publiquement sa volonté de non-interférence dans le travail des autorités judiciaires afin qu'elles mènent à terme des enquêtes approfondies et impartiales sur les graves violations commises sous le régime de Jean-Claude Duvalier. Non seulement parce que c'est son « devoir », comme l'a rappelé la Commission interaméricaine des droits de l'homme (Déclaration du 17 mai 2011), mais aussi parce que c'est une occasion unique dans l'histoire d'Haïti pour enfin mettre un terme au cycle incessant de l'impunité qui a toujours prévalu. Pour vous, Monsieur le Président, qui avez fait du rétablissement d'un État de droit un axe majeur de votre campagne électorale, c'est là une opportunité historique à ne pas manquer.

Tenir un procès juste et équitable, ce serait rendre justice aux milliers de victimes du duvaliérisme et restaurer la confiance des Haïtiens dans un système de justice renforcé. À l'inverse, mettre fin au processus confirmerait l'idée selon laquelle il n'y a pas de justice en Haïti, même pour les pires crimes.

Tenir un procès juste et équitable, ce serait également travailler à la « reconstruction de la mémoire collective et de la dignité du peuple haïtien tout entier » comme a tenté de le rappeler Amnistie internationale lors de la présentation de son rapport « On ne peut tuer la vérité », interrompue par les partisans de Jean-Claude Duvalier, le 22 septembre dernier.

Nous sommes conscients qu'aller de l'avant est une décision difficile à prendre et que bien des motifs, quelquefois d'apparence noble, pourront être évoqués pour s'y soustraire. Mais il n'y a pas d'échappatoire possible puisque l'histoire a montré qu'il ne peut y avoir ni réconciliation véritable, ni entente nationale digne de ce nom qui ne passe par la voie de la vérité, de la justice et de la réparation.

Nous sommes conscients également que mener à terme un procès juste et équitable à l'encontre de Jean-Claude Duvalier et d'autres agents de l'État placés sous ses ordres représente un immense défi pour le système judiciaire haïtien. Mais nous sommes convaincus qu'il peut être relevé avec le soutien technique de la communauté internationale. Si les autorités haïtiennes adressent une requête en ce sens au gouvernement et à la société civile du Canada, la Concertation pour Haïti fera pression pour qu'une réponse adéquate y soit apportée ».

De plus, en Haïti, les victimes de la tyrannie des Duvalier se sont eux aussi regroupées dans une organisation appelée « Collectif des Citoyens pour Juger Jean Claude Duvalier. » qui a pour sigle en créole « KOSIJID » Elle a déjà organisé diverses activités pour sensibiliser la population haïtienne, particulièrement les jeunes sur les atrocités et les crimes abominables commis sous la dictature des Duvalier. Elle demande à l'appareil judiciaire haïtien de tout mettre en œuvre pour aboutir à un jugement équitable de Jean Claude Duvalier de retour en Haïti depuis 16 janvier 2011.

Elle demande également au gouvernement en place de faciliter et de fournir aux autorités judiciaires tout ce qui est nécessaire pour que le jugement de Jean Claude Duvalier devienne une réalité historique.

Dans la foulée, le secrétaire exécutif de la Plateforme des organisations Haïtiennes des droits humains (POHDH), Antonal Mortimé se dit inquiet quant à l'avancement du dossier de Jean Claude Duvalier pendant par devant la justice haïtienne depuis environ 10 mois. « La POHDH est inquiète devant le laxisme du président Martelly qui ne manifeste pas la volonté qu'il va lutter contre l'impunité en encourageant le jugement des criminels de la dictature des Duvalier, particulièrement, Jean Claude Duvalier afin d'endiguer l'émergence d'autres criminels. Les victimes dénoncent le fait que certaines figures qui appartenaient au régime de Duvalier ou qui étaient proches du régime sont actuellement de nouveau apparues sur la scène politique dans le gouvernement Martelly/Conille», précise le militant des droits humains.

Depuis le retour de Jean Claude Duvalier en Haïti, une centaine de plaintes ont été déjà déposées au parquet du tribunal de Première instance de Port-au-Prince contre l'ex-dictateur, Duvalier, pour crimes contre l'humanité. L'affaire était devant le cabinet d'instruction, le juge d'instruction a déjà rendu une ordonnance inculpant Jean Claude Duvalier et a renvoyé les dossiers au Parquet.

Entre-temps, d'autres plaintes ont été déposées, le commissaire du gouvernement devrait renvoyer un réquisitoire supplétif demandant au cabinet d'instruction d'entendre les nouveaux plaignants. Jean Claude Duvalier est placé en résidence surveillée sous l'ordre de la justice en attendant le jugement.

Que pourrait-on attendre de la conférence des investisseurs ?

Par Thomas Péralte



Le président de la BID, Moreno et Martelly procédant à l'inauguration du tronçon de route Bon Repos/Saint-Marc

Du 29 au 30 novembre 2011, une conférence réunissait environ 500 investisseurs venant de 30 pays et hommes d'affaires haïtiens et étrangers à Port-au-Prince pour analyser toutes les opportunités d'investissement, au cours de l'éventuelle reconstruction d'Haïti et dans la perspective d'exploitation des projets de développement du pays. L'initiative d'organiser ce forum autour du thème « Invest in Haïti » revient à la Banque Interaméricaine de Développement (BID), la Fondation Clinton et est assistée par le gouvernement Martelly/Conille.

Des entrepreneurs et dirigeants d'entreprises de plusieurs continents ont pris part à cette conférence : d'Amérique du Sud et du Nord, de la



L'ex-président des Etats-Unis, Bill Clinton guidant le Premier ministre Garry Conille

Caraïbe, de l'Europe et d'Asie. Des thématiques, telles que : Industrie textile, Business agroalimentaire, Infrastructure et tourisme ont été abordées dans des panels avec représentations des spécialistes.

Parmi les panélistes du secteur privé et de la société civile, on peut citer entre autres : Joey Adler (PDG de Diesel Canada), Donna Karan (fondatrice d'Urban Zen), Frank Rainieri (PDG de Grupo Puntacana), Dennis O'Brien (de la Digicel), Juan Esteban Orduz (de la Fédération colombienne du café), Bradley Horwitz (de Trilogy International), Duncan Dee (d'Air Canada), Kathleen Matthews (de Marriott International), Kofi Taha (directeur associé du D-Lab au MIT), José Andrés (fondateur de Think Food Group) et Sean Penn (fondateur de JP Haitian Relief Organization).

L'envoyé spécial de l'Organisations des Nations Unies pour



Martelly et Clinton participant à la pose de la première pierre de la construction de la zone Franche de Caracol, dans le Nord-Est d'Haïti

Haïti, l'ex-président des Etats-Unis, Bill Clinton et le président de la BID, Luis Alberto Moreno étaient à la tête d'une importante délégation composée d'investisseurs étrangers, arrivée à Port-au-Prince ce lundi et reçue à l'aéroport International Toussaint Louverture par les représentants du gouvernement haïtien. Ce forum est coordonné par le Conseil Consultatif d'Investissement et de Développement et le ministère haïtien des Affaires étrangères.

En prélude de cette conférence, ce lundi 28 novembre le président Martelly, accompagné du président de la BID, Moreno a procédé à l'inauguration du tronçon de route Bon Repos/Saint-Marc, reliant la route nationale # 1, Port-au-Prince/Cap-Haitien. Ce projet a été financé à hauteur de 70 millions de dollars par la Banque Interaméricaine de Développement. Le président Martelly a participé ce lundi à la pose de la première pierre de la construction de la zone Franche de Caracol, dans le Nord-Est d'Haïti.

Le vendredi 25 novembre dernier, le président Martelly et le Premier ministre, Garry Conille ont rencontré les bailleurs de fonds à la Primature pour essayer de stimuler la reconstruction du pays. Devant l'expiration depuis plusieurs semaines du mandat de ce instrument de domination et d'exploitation qu'est la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH), le président Martelly fait appel à la compréhension des parlementaires pour garder en vie cette structure controversée, dont la présence sera à son avis nécessaire durant une année supplémentaire : « Nous voulons avoir de grands chantiers et si nous ne parvenons pas à obtenir tous les résultats escomptés, cela ne dépendra pas de nous », a déclaré Michel Martelly.

Des membres du secteur privé haïtien déplorent leur mise à l'écart par le comité organisateur. Le président de la chambre de commerce et d'industrie d'Haïti, Hervé Denis et le président de la chambre haïtiano-canadienne de commerce, Frantz Liautaud, avaient indiqué que leurs associations patronales ne participeraient pas au forum.

Des parlementaires et des économistes ont critiqué cette initiative de Bill Clinton, qui, d'ailleurs en 2009, a déjà pris cette même initiative et qui n'apportait rien au profit d'Haïti. Selon l'économiste Eddy Labossière, président de l'Association des économistes d'Haïti (AEH), les conditions d'infrastructure de base ne sont pas réunies pour attirer de grands investissements en Haïti. En plus des démarches bureaucratiques qui durent des mois, ce ne sont pas les problèmes d'insécurité, de l'électricité, de l'eau, d'infrastructure routière entre autres qui manquent. Il invite le peuple haïtien à ne pas espérer de grandes choses résultant de ce forum qui a coûté au pays beaucoup d'argent.

Haïti : ouverte aux affaires Le nouveau gouvernement mise sur les ateliers de misère (« sweatshops »)

Par Ayiti Kale Je

« Haïti est ouverte aux affaires. »

C'est ce que le Président Michel « Sweet Micky » Martelly a affirmé le 28 novembre dans une cérémonie de pose de première pierre d'un géant parc industriel dans le nord-est d'Haïti.

En Haïti comme dans d'autres pays du monde, Martelly, son gouvernement, et ses "conseillers" comme l'ancien président américain Bill Clinton, font la promotion d'Haïti comme un rêve devenu réalité. « Nous sommes prêts pour de nouvelles idées et de nouvelles entreprises, et nous créons les conditions nécessaires pour qu'Haïti devienne une destination naturelle et attrayante pour les investissements étrangers », a-t-il déclaré lors d'une

Suite à la page (14)

29 Novanm 1987-29 Novanm 2011:
24 lane masak Lame Dayiti sou pèp ayisyen an!

29 Novanm 1987, se dat Lame Dayiti, ki te genyen nan tèt li, jeneral Henry Namphy te fè youn nan pi gwo masak, nan listwa li. Lame a ki te yon zouti nan men fòs reyaksyonè yo, fòs fènwa yo ak gwo peyi enperyalis yo, te ouvè gwo kout zam sou yon popilasyon sivil ak bilten vòt li nan men l, pou l t al manifeste dwa sitwayen l, vote nan premye eleksyon, aprè dechoukaj diktati bout di Duvalier yo.

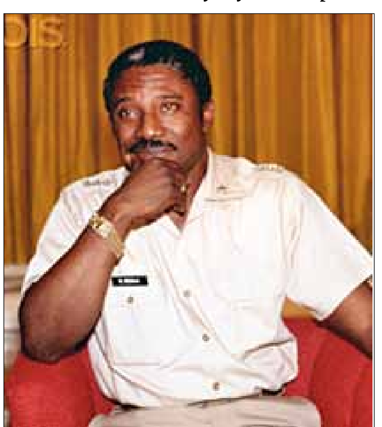
7 Fevriye 1986, mas pèp la te leve kanpe pou chase rejim Duvalier yo nan tèt peyi a, anviwon yon lane edmi, aprè peyi enperyalis yo ak boujwa restavèk yo nan peyi a te kouri trennen pèp la nan chimen eleksyon pou anpeche l te pran wout chanjman reyèl l ap chache a, pou chanje kondisyon lavi l. E yo menm trennen pèp la nan chimen eleksyon malatchonn, yo menm ankò sèvi ak fòs represiv yo a pou kraze pwojè yo a, lè mas pèp la pa vote kandida yo te vle a.

Dat madichon sa a toujou rete vivan nan listwa pèp ayisyen an, dat Lame sanmanman an te touye yon latriye moun ak bilten vòt nan men yo nan Riyèl Vayan, nan kè kapital la. Jounen jodi a pèp ayisyen an di li pap ankouraje okenn apranti diktatè, ki toujou swaf san moun, k ap pale sou retou Lame, k ap pale sou rekonsilyasyon ak antant nasyonal pou kontinye kenbe pèp la anba dominasyon, eksplwatasyon, lamizè, grangou, chomaj ak esklizyon. Se nan sans sa a, Rezo Ogan Nasyonal Miltiplikatè Fanmi Lavalas (RONMFL) te bay yon konferans pou laprès pou raple dat madichon sa a epi lanse yon pinga bay prezidan Martelly k ap ensiste pou remete Lame a kanpe. Kòdonatè RONMFL, Romestil Pierre Melisca, yonn nan viktim zak kriminèl Lame Dayiti a te deklare : « 29 Novanm 1987-29 novanm 2011, sa fè 24 lane depi lame sanfwanilwa te masakre pitit pèp la nan riyèl vayan ak anpil lòt kote nan peyi a. Pi gwo akizasyon yo te met sou do n, se paske nou pat deside viv anba diktati ankò e n te pran ran ak bilten vòt nou nan men nou, pou n te pwouve sa epi chwazi yon lòt chimen ki se chimen demokrasi.



Henri Namphy

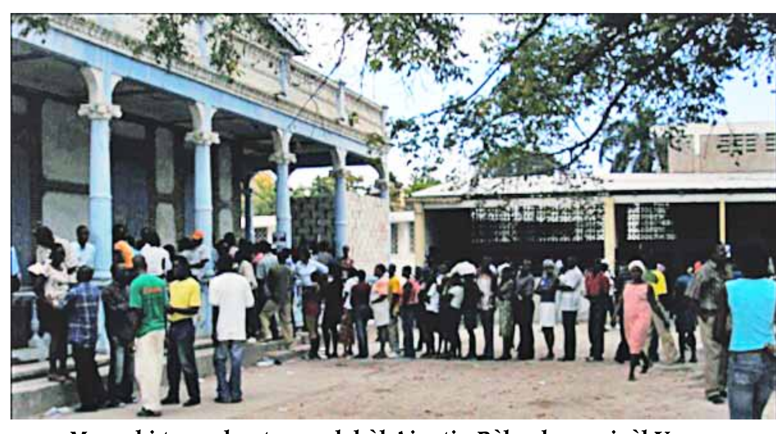
Jounen masak sa a ki pi selèb kont konstitisyon 1987 la, se plizyè milye kadav Lame san manman sa a te trennen dèyè yo nan pwo-



Williams Regale

gram koudeta chak dimanch swa, ak nan vòlò tè peyizan yo, tankou : Janrabèl, Bokozèl, Jèvè, Pyat, Dichiti, Machatè, Fresino, Sen Jan Bosko, Fò-dimanch, pou n site sa yo sèlman. Koudeta 30 Septanm lan, se te dènye gout dlo pou ranvèse vè a, kote Lame kanibal la te fè plis pase 5 mil kadav san konte pil ak pakèt lòt sa chen ak kochon manje nan lari, mele ak sa dominiken masakre lè y ap kouri pou represyon bò isit. Sak te pi tris, se lè yo fè pitit gason kouche manman yo epi papa kouche pitit fi yo.

Aprè eleksyon 2000 ak 2001 yo, pèdan yo te kalsitran anpil, yo



Moun ki ta pral vote nan lekòl Ajantin Bèlgad nan riyèl Vayan jou 29 novanm 1987

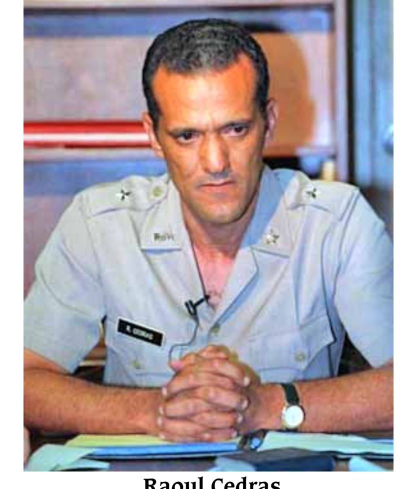
retire zewo a nan 1804 la, yo fè gwoup 184 tyoul nouvo kolon enperyalis pou yo te bòykote selebrasyon bisantnè endepandans Dayiti a. Yo detere zam yo, yo mete nan men ansyen militè yo, transfòme yo an asayan epi yon lòt fwa ankò, yo mache sou zantray pitit pèp la



nan katye popilè yo. Si nou kwè m manti, mande Louis Jodel Chamblain, yon ansyen militè, kouman l te masakre, peze kou epi toufe tankou zwazo, anpil polisye nan plato santral, ladan yo « Jonas Maxime » direktè depatmantal la, jis pou yo te rive nan kidnapin 2004 la.

Devan tout krim sa yo, nan lane 1995 yon komisyon verite ak jistis te pran nesans pou te ankete sou plizyè ka vyolasyon dwa moun ki te fèt apati 30 septanm 91 rive 14 oktòb 94. Komisyon sa a te pwodui yon dokiman 240 paj remèt bay prezidan Préval nan lane 1996. Verite a di, men jistis pa fèt. Anpil plent depoze, okenn moun pa jije. Devan tout kri pèp la, prezidan Aristid te soti yon arete pou dedomaje viktim yo, ak kèk avantaj sosyal tankou : yon kat daksè pou yo kab jwenn travay, lojman ak lasante. Pousa, Leta te dispoze 120 milyon goud pou viktim yo epi 120 milyon pou bouwo yo, savledi ansyen militè yo, 60 milyon debloke pou viktim yo, jiskounye a rès 60 milyon an nan pasaj. Poutan, asasen yo touche tout 120 milyon pa yo a. Nan lane 2001, fondasyon 30 sektanm voye yon petisyon bay 47ème Lejislati a pou mande l elimine lame sanguine sa a nan konstitisyon peyi a, jiskaprezan anyen pa fèt.

Jounen Jodi a Prezidan Martelly ak ansyen militè yo nan Sena a jwenn okazyon fè konnen yo ka retounen mete Lame Dayiti kòm priyorite dè priyorite peyi a. Yo pa pale ankò de moun ki anba tant, eleksyon tyè Sena ak kolektivite teritoryal yo ki te dwe fèt, lwa sou frè eskolè, dedomajman viktim politik neyoliberal la nan antrepriz piblik yo. Kòmsi konstitisyon peyi a te



Raoul Cedras

gen yon sèl atik (LAME DAYITI). Ki sosyete nou vle, si tout dirijan chita sou manti epi dirije yo pa dwe manje manje bliye ? yo di se prezidan Aristide ki te kraze Lame. Eske se prezidan Aristide ki te mete zam nan men moun nan kazèn Dessalines pou te tire sou palè nasyonal 3 Avril 1988 ? Eske se prezidan Aristide ki te pase ti sòlda yo lòd pou te met kòd nan bra tout kòmandan depatman yo pou mennen bay Prosper Avril nan gran katye Jeneral 19 septanm 1988? Eske se presidan Aristide ki te fè koudeta 29-30 septanm 1991? Devan tout dezòd sa yo nan yon kò ki pi disipline nan lemonn, tout moun tèt drèt pat konnen lame a te kraze tèt li ?18 novanm 2011, Prezidan Martelly di l ap kreye sa yo rele komisyon ki pou travay sou dosye Lame a yon fason pou 1e janvye 2012 pou Lame li a ka sou pye, san li pa di ki kote l ap loje Lame l la, pandanstan tout moun konstate, anpil komin nan peyi a, polisye nou yo se anba pye bwa, anba tant y ap bay pèp la sèvis. Pouki tout mache prese sa yo ? Eske Lame Dayiti se enstitisyon pèp la pral peye pou sèvi li, oubyen enstitisyon ki pral o sèvis yon ti gwoup boujwa reyaksyonè, tyoul enperyalis pou kontinye touye pitit mas pèp la ? Akote komisyon Prezidan Martelly a, men komisyon pa pèp la ap mande mesyedam palmantè yo pou yo ini vwa yo ak vwa pa l pou kreye :

1- Yon tribinal espesyal anvan 1e janvye 2012 pou resevwa plent tout viktim ak paran viktim yo nan plizyè koudeta ak masak Lame Dayiti yo.

2- Yon komisyon jistis pou travay nan tèt kole ak tribinal la pou kondane tout tòsyonè yo, epi repare tout viktim yo yon fason pou n kab gen asirans asasen yo pap tounen sou zantray pèp la nan nouvèl Lame sa a.

3- Re-entegrasyon ak dedomajman pou tout polisye ki revoke pou kòz politik yo, espesyalman kad siperyè polis la yo te kraze an 2004 epi ranplase yo pa ansyen gad pou te kab dewoute polis nasyonal la yon fason pou yo te kab bay tèt yo rezon jounen jodi a.

Pou n fini, RONMFL ap lanse yon apèl solanèl bay jenès la ki se demen peyi a, òganizasyon popilè yo ki se avangad pèp la, pou n reveye nou, pa ret ap dòmi kite peyi a ap degrengole, pran desten nou an men, paske nou pa gen moun kap panse ak nou ni k ap defann nou. Depi se pataj gato, nou tout te mèt mouri, si se pou yo. Bay kò nou 3 tap".

Plis nou plis, plis nap pi fò

Pourquoi un Forum sur l'efficacité de l'aide à Haïti ?

Par Isabelle L. Papillon

Au moment où l'on critique sévèrement la gestion et la destination de l'aide au développement qui se transforme en aide humanitaire, suite au tremblement de terre du 12 janvier 2010, après la catastrophe destructrice du début de l'année 2010 qui a coûté la vie à plus de 300 mille personnes et jeté dans la rue 1.5 million de pères et mères de famille, après que la communauté internationale ait promis 4.6 milliards de dollars à Haïti suite à la réunion du 31 Mars 2010 à New-York, environ 2 ans plus tard, seulement 43% des fonds ont été effectivement décaissés jusqu'à présent quand plus de 600 mille familles vivent toujours sous des tentes sur des places publiques et des terrains vacants dans des conditions extrêmement difficiles, exposées constamment à des menaces d'expulsion forcée . Entre-temps, une épidémie de Choléra importée par les soldats des Nations Unies de la MINUSTAH à l'automne de l'année dernière s'est installée dans le pays.

Voilà donc le tableau en prélude au quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Haïti et qui se tient du 29 Novembre au premier décembre 2011, à Bosan en Corée du Sud. Un Forum s'est également tenu à Port-au-Prince le mercredi 23 et jeudi 24 Novembre, autour de l'efficacité de l'aide accordée à Haïti, suite au séisme dévastateur du 12 janvier. Ce forum a été réalisé par deux institutions locales : le Centre de Recherche, de Réflexion, de Formation et d'Action Sociale (CERFAS) dirigé par le père Kawas François, la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un développement Alternatif (PAPDA) dirigée par Camille Charlmers et supporté financièrement par trois Organisations Non Gouvernementales (ONG) : Trocaire, une Agence de l'Eglise catholique


Mme Esther SCHNEIDER

Irlandaise pour le développement, OXFAM-América et Action Aid.

Plus d'une centaine de personnes de divers secteurs ont pris part à ce forum. Différents sujets ont été abordés par plusieurs intervenants, après l'ouverture des travaux par le directeur général du ministère de la Planification et de la coopération externe, notamment le père Kawas François et Mme Régine Dupuy, représentante de Trocaire. L'aide est-elle efficace? Le suivi des principes d'engagement international dans les Etats fragiles et les situations précaires est-il fait ? Les mécanismes de l'aide et le rôle de l'Etat en Haïti ont été abordés et des recommandations par thématique élaborées sur : la Santé, l'Education, l'Environnement, l'Economie, l'Agriculture, le Logement, l'Infrastructure, l'Etat de droit et le genre.

Avant de clore ce forum des intervenants ont passé en revue le monitoring de l'aide et le modèle de coopération entre le gouvernement et la société civile haïtienne. Selon Esther Schneider du CERFAS, le volume d'aide accordé à Haïti est toujours marginalisé par rapport aux engagements pris par devant les Nations Unies.

Le directeur exécutif de la PAPDA, Camille Charlmers, de son côté a souligné que l'essentiel, c'est de voir si Haïti pourrait définir ses propres instances et ses propres modèles de développement: « On a toujours tendance à enfermer le pays dans la logique humanitaire, alors qu'il est préférable que l'aide se déplace de l'humanitaire pour

Suite à la page (14)

L'exécutif est avili

« Le mensonge n'est un vice que quand il fait mal. C'est une très grande vertu quand il fait du bien. Soyez donc plus vertueux que jamais. Il faut mentir comme un diable, non pas timidement, non pas pour un temps, mais hardiment et toujours. Mentez, mes amis, mentez, je vous le rendrai un jour »

Par Jean Erich René


Joseph Michel Martelly (à droite) et son Ministre de l'Intérieur, Thierry Mayard Paul, ce dernier a été pris non pas la main dans le sac mais le sac à la main

Ce passage extrait de la lettre de Voltaire à Thiriot, datée du 21 octobre 1736, exprime clairement le comportement de l'Exécutif haïtien dans son bras de fer avec le Législatif dans le cadre de l'Affaire définitivement historique de l'arrestation d'Arnel Bélizaire. Le mensonge est une arme puissante et redoutable, par contre très fragile. Grâce au mensonge on peut bâtir un monde en blanc et rose, aussi merveilleux que le Jardin d'Éden où l'amour et la musique seraient au menu du jour. Cependant ce décor paradisiaque dérive du pur onirisme et s'effondre devant la dure réalité quotidienne.

On peut échafauder toute une structure. On peut mentir comme on veut pour se procurer l'illusion d'atteindre les objectifs visés, mais la vérité est un métal précieux qui brille au premier rayon de soleil. On peut tromper une catégorie de gens pendant un certain temps mais pas tout le monde tout le temps. D'ailleurs l'honnêteté est une qualité que l'on cultive avec le temps. L'habitude est une seconde nature. Bref, soudain, tout à coup, il n'est pas possible de faire preuve:
- d'une moralité irréprochable,
- d'une courtoisie inégalée,
- d'une générosité sans borne

Il faut que ces valeurs, avec la patine du temps, aient été inscrites dans votre code d'éthique pour devenir opérationnelles. Chasser le naturel, il revient au galop. Un temps pour chaque chose nous dit l'Ecclésiaste:
- un temps pour ruser,
- un temps pour mentir,
- un temps pour que la vérité éclate.

Le rapport de la commission sénatoriale met à l'index plusieurs officiels du Gouvernement Martelly Conille. Le Ministre de la Justice Josué Pierre Louis et le Commissaire du Gouvernement Félix Léger sont cloués au pilori comme ceux par qui le scandale arrive. Ils ont péché avec la lumière en main puisqu'ils sont imbus des mots du Droit. Le Ministre de l'intérieur a été pris non pas la main dans le sac mais le sac à la main. Une opération d'une si grande envergure ne saurait être entreprise à son insu. Dans le cas contraire, il n'est pas digne de remplir une telle fonction.

Comment les unités du Swatt Team et du CIMO pourraient-elles se porter sur les lieux sans l'ordre de la Direction du PNH ? Tout de même Mario Andrésol a eu le courage d'identifier le donneur d'ordre en la personne du Chef du Parquet de Port-au-Prince Félix Léger. Malgré tout, en vertu du Manuel de la PNH, il n'est pas obligé d'exécuter un ordre illégal à moins qu'il soit écrit. En conséquence, il est coupable d'avoir procédé à l'arrestation du Député Arnel Bélizaire, jouissant de l'immunité parlementaire. Il appert finalement que l'ordre d'arrestation du Député Arnel Bélizaire émane du Président de la République suite à son altercation avec lui au Palais National.

Peut-on tolérer au pouvoir de fieffés menteurs ? Si l'Exécutif haïtien est truffé de légendaires, la désintégration de l'appareil étatique est plus qu'évidente. Être Président de la République c'est être le Premier Citoyen de la Nation, par conséquent un modèle pour le reste du Corps Social et aussi l'image du pays à l'extérieur. Toute vitrine doit être propre et transparente. Les membres de l'Exécutif haïtien impliqués dans l'arrestation arbitraire d'Arnel Bélizaire en mentant publiquement prouvent qu'ils n'ont pas les réserves morales nécessaires pour s'acquitter de leurs fonctions. Maintenant leurs cartes d'identité portent le sceau du dévergondage et de l'arbitraire. Qui sont nos dirigeants ? Chanteur, radoteur, fraudeur, amateur, menteur etc. L'Exécutif est avili.

Wyclef Jean accusé d'avoir détourné les fonds de son association

Le chanteur originaire d'Haïti aurait investi les millions récoltés après le tremblement de terre dans des contrats louches.

Par Fanny Abouaf

L'ancien membre des Fugees, Wyclef Jean est accusé d'avoir détourné de l'argent récolté pour son association, Yele Haïti, créée en 2005 avec son cousin Jerry Duplessis.

Dans les mois qui ont suivi le terrible tremblement de terre en Haïti du 12 janvier 2010, qui a fait plus de 200.000 victimes, une soirée de charité organisée par Wyclef a permis de récolter 16 millions de dollars. L'ancienne star du hip-hop avait également appelé ses abonnés Twitter à donner 5 dollars par personne pour sauver Haïti. Une avalanche de dons avait suivi.

Selon le «New York Post», une petite partie (moins d'un tiers) de la somme a effectivement été reversée aux sinistrés, tandis que d'autres sommes ont été utilisées pour payer des sociétés suspectes.

Trois propriétés en Floride

Yele Haïti aurait payé 5 prestataires différents, dont P&A Construction, dirigé par le beau frère de la star, Warnel Pierre. Wyclef a aussi versé des fonds à une prétendue entreprise de Miami, «Amisphere Farm Labor Inc» à hauteur d'un million de dollars en qualité de «distributeur alimentaire». Aucune trace de l'entreprise, selon le «New York Post». Par contre, un


Wyclef Jean et son complice Michel Martelly

certain Pierre Amsterly, son ancien président, s'est offert trois jolies propriétés en Floride l'an dernier.

Samosa SA, une compagnie d'eau basée à Port-au-Prince, a également reçu une somme, utilisée pour la location d'une maison destinée aux bénévoles de Yele Haïti. Coût : 35.000 dollars mensuels.

Wyclef dément formellement

On parle aussi de détournement de fonds. Wyclef est visé par des rumeurs qui prétendent qu›il aurait utilisé l›argent de Yele Haïti à son compte. Il y a quatre ans, 250.000 dollars avaient été transférés à la chaîne de télévision haïtienne dont il est le patron.

Wyclef Jean dément formellement. Il n›a jamais, selon lui, utilisé l›argent et les livres de compte de son association sont ouverts et transparents. De plus, le chanteur n›est plus à la tête de l›association depuis l›été 2010. Derek Johnson, le nouveau directeur, assure de son côté que son association est «clean».

L›ancien Fugees voulait être candidat aux élections présidentielles qui ont vu élire le chanteur populaire Michel Martelly à la tête de l›état, en mars dernier. Sa candidature a été rejetée parce qu›il ne répondait pas aux critères d›éligibilité, n›étant pas résident d›Haïti depuis 5 ans.

Dans une vidéo du 14 octobre 2011, il expliquait à la «BBC» : «On peut faire beaucoup plus sans être président. Mais on ne peut pas rester assis à faire des chansons».

Haïti reste à reconstruire. Outre les décès causés par le séisme, près d›un million de personnes sont sans domicile et le pays est toujours en proie à une violente épidémie de choléra.

Aujourd›hui, il est toujours possible de faire un don en ligne ou par courrier, pour aider à la reconstruction de l›île.

Unicef
Unicef Urgence Haïti
BP 60
75 006 Paris

Croix-Rouge française
Croix-Rouge française
«Séisme Haïti»
75 678 Paris Cedex 14

Fondation de France
chèques à l›ordre de la Fondation de France - Solidarité Haïti, adressés à :
Fondation de France
BP22
75 008 Paris

Le Nouvel Observateur 28 Novembre 2011

Le Miracle Cubain des soins et de la santé en Haïti: Interview avec le Dr Jorge Estevez Balseiro

Une interview avec le Dr Jorge Estevez Balseiro de la Brigade médicale Internationaliste cubaine d'Henry Reeve, par Roger Annis

Le Dr Jorge Balseiro Estevez est le directeur de l'hôpital universitaire de psychiatrie à Camaguey, Cuba. Il est un spécialiste en psychiatrie et en administration de la santé et professeur auxiliaire de sciences médicales à l'université. Il appartient à la Brigade médicale Internationaliste cubaine d'Henry Reeve [1] en tant que directeur d'hôpital du camp de la brigade à Léogâne, en Haïti. Léogâne était l'épicentre du tremblement de terre du 12 Janvier 2010. En octobre et novembre 2011, le Dr Balseiro Estevez était invité à une tournée de conférences dans quelques 15 villes du Canada. La tournée était organisée par le Réseau canadien sur Cuba et ses filiales locales, avec le parrainage d'un groupe de syndicats, professionnels de la santé, et groupes de solidarité envers Haïti.

M. Roger Annis du Réseau d'Action Canada Haïti (CHAN) s'etait assis avec le Dr Balseiro Estevez le 30 Octobre à Vancouver pour une interview sur les réalisations de la mission médicale cubaine en Haïti et les défis à venir.

Roger Annis : Pourriez-vous nous décrire l›origine de la brigade médicale cubaine en Haïti?

Dr Jorge Balseiro Estevez: Oui. Elle a débuté en 1998. Après la dévastation par l'ouragan Georges en cette année, Fidel Castro a annoncé au peuple cubain que le pays s'engagerait à offrir des services importantes de santé au peuple haïtien en tant que bénévoles la brigade médicale internationaliste. Un accord bilatéral a été signé par les gouvernements de Cuba et d'Haïti.

Le ministère de la Santé Publique et de la Population du gouvernement haïtien a décidé où les services de la brigade seraient plus nécessaires. Autant que possible, on répondrait aux besoins des services médicaux et des infrastructures. Les premiers médecins cubains sont arrivés à Port-au-Prince en Décembre de cette première année. En 1999, 63 médecins de famille et médecins spécialistes sont arrivés.

Cette même année, les deux gouvernements ont commencé à planifier une première école de médecine en Haïti.

RA: Et après cette première année?

JBE: Le nombre de médecins a augmenté. En 2001, une faculté des sciences de la santé a débuté à l'Université d'Etat à Port-au-Prince. Malheureusement, l'école a été fermée par le coup d'état de 2004. Nous avons été obligés de déplacer les étudiants à Cuba s'ils voudraient continuer leurs études. Trois cent vingt et un d'entre eux se sont établis au campus de l'École de médecine de l'Amérique latine (ELAM) à Santiago de Cuba. Soixante-dix étudiants par an ont continué de s'inscrire à cette école.

Malgré le coup, Cuba a conduit «l'Opération Miracle» en Haïti en 2005. C'est le programme assez bien connu de soins des yeux, avec le gouvernement Vénézuelien, qui a amélioré ou restauré la vue à près de 2 millions de personnes en Amérique latine, notamment grâce à la chirurgie de la cataracte. Nous avons ouvert trois cliniques d'ophtalmologie en Haïti cette année à Port-au-Prince, à Aquin (sud-ouest) et au Trou du Nord (nord).

En Décembre 2006, nous avons signé un accord avec le Gouvernement d'Haïti, en collaboration avec le Vénézuela, pour créer dix centres de



Le Dr Jorge Estevez Balseiro de la Brigade médicale Internationaliste cubaine d'Henry Reeve

diagnostic exhaustif. Le premier a été achevé à Cité Soleil en Février 2007. Ces centres devront également être utilisés pour la formation des étudiants haïtiens en médecine.

RA: S'il vous plaît, dites nous ce qui s'est passé après le séisme.

JBE: Durant le tremblement de terre, il y avait en Haïti 367 médecins, travailleurs de la santé et techniciens cubains. Quelques heures après, des avions en provenance de Cuba ont apporté des hôpitaux de camp et 1 500 du personnel médical en plus. Je suis arrivé ici cinq jours après le séisme.

Et après, d'autres sont arrivés, dont 361 diplômés de l'ELAM provenant d'autres pays de l'Amérique latine, des étudiants haïtiens en cinquième année de médecine et des médecins haïtiens qui résidaient à Cuba.

Dans la zone du tremblement de terre, le personnel de la brigade travaillait dans cinq centres de diagnostic complet qui opéraient ainsi que dans des institutions haïtiennes. Nous avons rapidement établi six hôpitaux de camp.

Tous les 1 500 de nouveaux avaient déjà travaillé en Haïti. Tous nos médecins ont été jumelés avec des étudiants haïtiens, autant que possible.

RA: Combien d'Haïtiens ont été servis par la mission médicale cubaine?

JBE: Selon mes statistiques les plus récentes, de quelques semaines auparavant, de 1998 au présent, la Brigade médicale Internationaliste cubaine d'Henry Reeve a soigné plus de 18 millions de cas de maladie en Haïti. Nous avons effectué 304 577 interventions chirurgicales et vacciné 1 501 076 personnes. Nous estimons le nombre de vies haïtiennes que nous avons sauvé à 284 239.

Depuis le séisme, nous avons traité 347 601 personnes et réalisé 8 870 interventions chirurgicales. Nous avons accouché [des femmes qui ont donné naissance à] 1 631 bébés et vacciné 74 493 personnes.

Le travail post-séisme fut très complexe, avec un grand nombre de personnes blessées à traiter. Les services de réadaptation ont été fournis à **75 013 000personnes**. Jusqu'ici, 75 personnes ont reçu des prothèses pour remplacer des membres perdus. Le traitement psychologique est également nécessaire pour les survivants. 116 000 enfants, par exemple, reçoivent une certaine forme d'assistance psychologique.

Le contrôle des rongeurs et des moustiques dans les communautés et camps de survivants est aussi une partie importante de notre travail.

RA: L'épidémie de choléra doit avoir été un peu lourde pour vous, après vos travaux post-séisme?

JBE: Oui, mais nous n'avions eu d'autre choix que de réagir rapidement. La brigade a établi 44 unités de traitement du choléra (complètes avec laboratoires) et 23 centres de traitement du choléra. Ces nombres sont aujourd›hui à 45 et deux, respectivement. Nous avons aussi 46 unités de détection du choléra en fonctionnement.

Le nombre total de patients durant la première année de l›épidémie était 76 130. Trente pour cent d'eux avaient moins de 15 ans. Nous avons subi 272 décès dans les domaines que nous servions, mais nous sommes très fiers d›annoncer que nous n›avons eu aucun décès durant les 267 jours derniers. Notre taux de mortalité du choléra a diminué jusqu'à 0,36% par patient, par rapport au taux de 1,41% du pays

RA: Alors, donnez-nous un résumé sur la présence médicale cubaine d'aujourd'hui en Haïti.

JBE: Actuellement, nous avons 786 médecins et autres travailleurs cubains de la santé en Haïti, et nous travaillons avec 21 autres pays d'Amérique latine. Depuis le séisme, nous avons reçu 23 millions de dollars d'aide financière de donateurs internationaux.

Nous avons 23 hôpitaux provinciaux en opération complète et dix centres de diagnostic (en collaboration avec le Vénézuéla). Nous avons un total de 30 salles de rééducation. Il y a 28 programmes actifs de surveillance épidémiologique et de contrôle (sur des menaces telles que le paludisme et la dengue). Il y a 12 centres de santé (avec médecin de famille), et nous comptons construire un laboratoire pour la production des prothèses et trois ateliers électrotechniques (pour maintenir et réparer des équipements). Deux cliniques de l'Opération Miracle sont encore ouvertes, et nous fournissons des conseils techniques ainsi que des vaccins pour des programmes de vaccination. [2]

RA: Pouvez-vous nous dire quelques mots au sujet de vos expériences personnelles?

JBE: Je travaille à l'hôpital de camp à Léogâne (l'épicentre du tremblement de terre, à l'ouest de Port-au-Prince). Notre travail est complexe. Je vais justement vous donner une idée de l'ampleur et de la complexité des soins que nous offrons à nos patients.

Nous devons offrir des services médicaux. Nous avons traité quelques 48,00 patients et effectué 500 opérations et 150 accouchements.

Nous avons équipé 70 amputés avec des prothèses. Les patients ont besoin constamment d'être soignés et suivis, y compris parce que quand les enfants et adolescents grandissent, ou quand une blessure d'une amputation guérit, la prothèse devient trop petite et doit être remplacée. Donc, nous devons nous doter de la capacité de fabriquer des nouvelles.

Les enfants et les jeunes mères ont besoin de soins spéciaux. Nous avons beaucoup d›activités pour occuper les enfants et les aider à guérir de leurs blessures psychologiques.

Nos travaux sont effectués sous des tentes, donc nous devons particulièrement prendre soin à maintenir l›hygiène. (Il y a un bâtiment d'hôpital à Léogâne assez bon et sous-utilisé, mais nous n'avons pas pu arriver à un accord pour ouvrir les sections non-utilisées de cette installation.)

Les aliments et l›eau potable doivent être fournis, non seulement

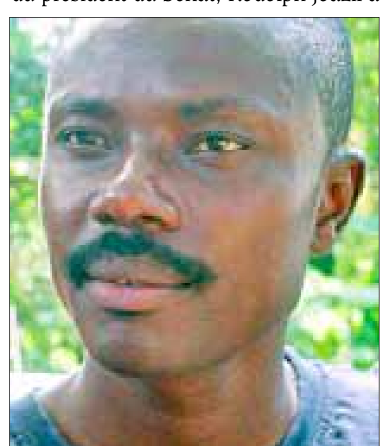
Suite à la page (14)

Affaire Martelly-Bélizaire : Le Sénat rate l'occasion

Par Thomas Peralte

Le mardi 22 Novembre 2011, le Sénat de la République a organisé une séance au cours de laquelle, la Commission sénatoriale chargée d'enquêter sur l'affaire de Martelly/Bélizaire a présenté son rapport. Ce rapport, dans ses recommandations spécifiques, alinéa « f » a demandé aux sénateurs d'interpeller deux ministres du gouvernement Martelly/Conille : Josué Pierre-Louis, ministre de la Justice et Thierry Mayard Paul, ministre de l'Intérieur.

Entre-temps, bien avant la tenue de la séance, une rencontre a eu lieu au palais national entre le président Martelly et quelques sénateurs. Cependant, trois sénateurs : Moïse Jean Charles, Francky Exius et Steven Irvenson Benoît n'ont pas répondu à l'invitation du président du Sénat, Rodolph Joazil à



Le sénateur Moïse Jean Charles

participer à cette réunion.

Pour sauver la tête de Thierry Mayard Paul, cette réunion politique a abouti à la démission de maître Josué Pierre-Louis avant même son interpellation, avant même qu'il fût prêt à affronter les sénateurs pour leur dire toute la vérité sur cette affaire qui a terni l'image du pays. L'épisode a été bien monté : une fois reçue la lettre de démission du ministre de la Justice, le sénateur Joseph Lambert, supporté par Youri Latortue est monté à la tribune pour demander l'élimination de l'alinéa « f » de la recommandation, demandant l'interpellation de Thierry Mayard-Paul. Après des heures de débats houleux, le président du Sénat, a passé au vote la proposition du sénateur Lambert. 11 sénateurs ont voté pour et 6 contre et 4 se sont abstenus. Le secrétaire-rapporteur de cette commission, François Anick Joseph est monté au créneau pour protester contre l'illégalité de ce vote. Selon lui, le règlement intérieur du Sénat en son article 217 stipule : « Toutes les décisions en assemblée doivent être prises à la majorité absolue. »

La majorité absolue au Sénat est 16, donc 11 sénateurs ne peuvent pas décider pour l'assemblée. Malgré la protestation légale du sénateur Anick Joseph, le président du Sénat a poursuivi les débats sans en tenir compte et demandé d'insérer d'autres propositions dans le rapport à l'exception de celle du sénateur Moïse Jean Charles, qui demandait à l'assemblée de recommander à la Chambre des députés de se prononcer sur la mise en accusation du président Martelly pour que le Sénat s'érige en haute Cour de justice pour sanctionner le président de la République pour violation flagrante de la constitution haïtienne.

La sénatrice, Edmonde Supplice Beauzile, était intervenue pour rappeler à ses collègues qu'ils sont à la base de plusieurs cas de violation de la loi mère de la République notamment la ratification d'un Premier ministre sans aucun papier exigé par la constitution, en l'occurrence Garry Conille qui dirige le gouvernement Martelly-INITE sous le diktat de Bill Clinton.

Apres cette séance qui a soulevé des contestations au sein même du Parlement, le sénateur François Anick Joseph a déclaré au micro des journalistes : « Une fois de plus, la ruse a gagné et la Nation a perdu. » Des sénateurs ont choisi de violer le règlement interne du Sénat pour protéger leurs amis au sein du gouvernement et leurs intérêts mesquins. Au lendemain du vote controversé et illégal, le président du Sénat, Rodolph Joazile a reconnu que le vote ne répond pas aux prescrits du règlement interne du Sénat. Il a, de plus, évoqué l'article 117 de la constitution pour justifier la validité du vote. Il propose l'amendement du règlement interne qui devrait être harmonisé avec



Le député Arnel Bélizaire

la loi mère pour que cela ne se reproduise plus.

Quant au sénateur, Kély C. Bastien, il a exprimé ses inquiétudes face aux recommandations de la commission qui n'ont pas tenu compte de la résolution votée par la Chambre des députés, réclamant ainsi la démission des ministres de la justice et de l'Intérieur. La Chambre des députés n'a pas tardé à réagir. Plusieurs d'entre eux ont écrit au président Sorel Jacinthe pour lui demander la formation d'une commission spéciale des députés afin d'enquêter sur l'arrestation arbitraire et illégale de leur collègue, Arnel Bélizaire, le 27 Octobre

Suite à la page (14)

DÉCÈS

Nous annonçons avec douleur la nouvelle de la mort de Jean Martial Joseph, survenue le lundi 21 novembre dernier, 4hres de l'après midi, à Downstate Hospital après une longue maladie courageusement supportée. L'exposition de Jean Martial Joseph aura lieu le vendredi 2 décembre prochain au Guarino Funeral home, 9222 Flatlands Ave, de 4hres à 9hres pm et les funérailles seront chantées au Guarino le samedi 3 novembre . La mise en terre suivra au Cypres Hills Cimetery, 625 Jamica Ave Queens.
Condoléances de Haiti Liberté et des Chauffeurs de STAR CRUISER aux parents, alliés, amis et à tous ceux que ce deuil afflige.
Paix à son âme.
Pour information, composez le
718-404-4255

Martelly government betting on sweatshops:

Haiti: "Open for Business"

The first of three articles

By Haiti Grassroots Watch

"*Haiti is open for business.*"

That's what President Michel "Sweet Micky" Martelly said on Nov. 28 at a ceremony inaugurating a giant industrial zone being built in Haiti's north.

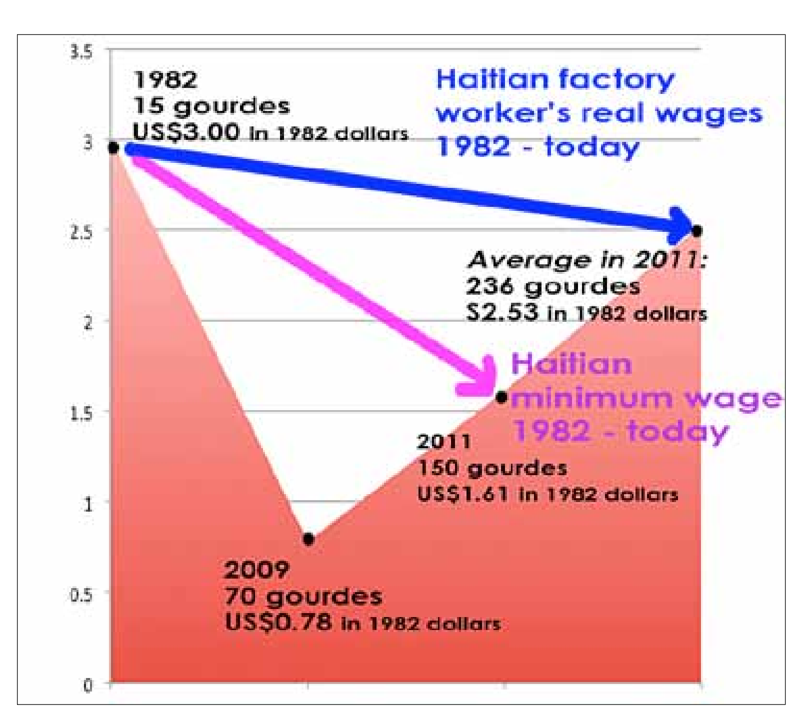
Across Haiti and abroad, Martelly, his government, and "advisors" like former President Bill Clinton have been pushing Haiti as a foreign investor's dream come true.

"*We are ready for new ideas and new businesses, and are creating the conditions necessary for Haiti to become a natural and attractive destination for foreign investment,*" the new president said this fall in New York City.

"*The window of opportunity is now,*" an aide added. "*Haiti has a new President and a new way of thinking about foreign investments and job creation.*"

The president might be new, and there might be new actors on the scene, but there's not much new about the plans. Once again, Haiti's government and her private sector – and their international supervisors – are pitching sweatshop level salaries as a key "*comparative advantage.*"

Assembly factories and free trade zones have been part of Haiti's "*development*" planning for decades. Now, armed with billions of dollars in grants, loans and private investment, Haitian and foreign governments and business people are building a whole slew of new factory zones as part of the country's "*reconstruction.*"



Minimum wage in 1982, 2009 and today, compared with its real buying power in 1982 US dollars

Averages of workers' typical commute and lunch expenses

Expense	Gourdes	US dollars	Percentage of a day's wage (236 g or $5.90)
Transportation to and from work	30.62 g	$0.76	13%
Main meal of the day (at work)	90 g	$2.25	38%
	120.62 g	**$3.01**	**51%**

Worse, they've chosen a piece of fertile farmland for the showcase project: a giant industrial park, heavily financed by US$124 million in US taxpayer dollars. Six months from now, South Korean textile giant Sae-A Trading will be opening its doors. Its plants will use as its waste waterway a river that runs into the nearby fragile Caracol Bay. In addition to running the risk of harming the country's already devastated environment, the new mega-factory will stitch millions of garments for Wal-Mart, Target, GAP and other US retailers, meaning that more U.S. workers will likely be knocked out of their jobs.

Not one major media outlet – in Haiti or abroad – has explored these and other factors of what some have touted as a "*win-win opportunity*" for foreign investors and the Haitian people. Indeed, many journalists have been cheerleaders.

But the "*new*" Haiti has definite winners and losers.

Haiti Grassroots Watch spent months on an investigation, conducting over three dozen interviews, visiting factory zones and workers in the north and in the capital, and reviewing dozens of academic papers and reports, including one leaked from Haiti's Ministry of the Environment. Among the findings:

- Haitian workers earn less today than they did under the Duvalier dictatorship.
- Over one-half the average daily wage is used up lunch and by transportation to and from work.
- Haiti and its neighbors have all tried the "*sweatshop-led*" development model – and it has mostly not delivered on its promises.
- At least six Free Trade Zones or other industrial parts are in the works for Haiti.

The new industrial park for the north does not come without costs and risks: Massive population influx, pressure on the water table, loss of agricultural land, and it's being built steps from an area formerly slated to become a "*marine protected area.*"

In this series, the names of workers have been changed to protect their identity because, despite the fact that the Haitian Constitution recognizes the right of free speech, and the right for workers to organize, most workplaces are pervaded by fear due to the strong anti-union sentiment. All interviews took place in the spring and summer of 2011.

Salaries in the "new" Haiti

"*I have a problem with my country, Haiti,*" said Evelyne Pierre-Paul. "*I've been working in factories here for 25 years, and I still don't have my own house.*"

Pierre-Paul, 50, doesn't even rent a house. Before the Jan. 12, 2010, earthquake, she and her three children rented two rooms for 10,000 gourdes (about US$250) a year. But the building was destroyed in the earthquake. Twenty-two months later they are still living under a tent, in one of the capital's hundreds of squalid refugee camps.

Pierre-Paul's average daily take-home wage is actually more than Haiti's rock-bottom minimum. She earns about 225 gourdes or US$4.69 a day. But that doesn't cover even half of what would be considered a family's most basic expenses. Like all the other workers Haiti Grassroots Watch (HGW) surveyed, only some of Pierre-Paul's children attend school, and the family rarely eats meat.

"*When payday comes, you pay all the little debts you accumulated, and you don't have anything left,*" the worker told HGW.

Pierre-Paul sews clothes for One World Apparel, a giant hanger-like factory owned by two-time failed presidential candidate Charles H. Baker. The cloth comes in duty-free, workers cut it up, stitch the pieces together, and the clothing – for K-Mart, Wal-Mart and for uniform supply companies – goes back out. Even though it's not in a Free Trade Zone (FTZ), The factory enjoys a number of tax benefits like a 15-year exemption on payroll taxes and no Value Added Tax, thanks to the Investment Code enacted during the truncated 2001-2004 mandate of President Jean-Bertrand Aristide. [Baker helped lead the Feb. 29, 2004 coup d'état against Aristide - HL.]

Currently, about 29,000 workers, about 65% of them women, cut and sew in Haitian textile factories assembling clothes for Banana Republic, GAP, Hanes, Gildan, Levis, and dozens of other well-known labels. But if the Martelly government, the Interim Haiti Recovery Commission (IHRC), the U.S. State Department, the World Bank, George Soros, and a host of others involved in Haiti's "*reconstruction*" see their visions realized, there will soon be 200,000 or even 500,000 assembly workers in FTZs and industrial parks all over the country.

That prospect doesn't interest Pierre-Paul too much.

One recent night, after a ten-hour workday, the slightly hunched sewing machine operator met with a journalist in one of her tent's "*rooms.*" A plastic table and a few chairs are jammed up against the canvas walls. In the other "*room,*" the worker has a bed where she and all her children sleep. Clothes are neatly piled in the corner. Pierre-Paul makes food – lots of spaghetti – on a charcoal fire outside.

"*I don't see any future in this for my children,*" she commented.

That's not surprising. Pierre-Paul's wages have one-third less buying power than they did 25 years ago when she first began her factory career. Minimum wage has gone from about US$3 a day in 1982 (in 1982 dollars) to 200 gourdes, which is about US$1.61 a day in 1982 dollars [about US$5 in 2011 dollars - HL] . Even taking into account Pierre-Paul's slightly higher average wage, she still makes only US$2.53 a day in 1982 dollars. [Haiti's minimum wage in 1982 was $2.64 a day - HL.]

Downwardly Mobile

During its investigation, HGW learned that most workers today earn more than the minimum wage, but that the salary remains less than it was in 1982.

An in-depth study conducted by HGW with eight workers in the capital and from the country's biggest FTZ – the Dominican-owned CODEVI park on the Haitian-Dominican Republican border – determined that the average worker wage is about 236 gourdes a day – that's $2.53 in 1982 dollars. (Two factory owners, Baker and Clifford Apaid, confirmed that average.) According to HGW's statistics, the average worker's annual salary, including the traditional "*thirteenth month*" bonus, would be about $153 a month or $1,989 per year.

HGW's study also found that the average worker spends more than half of his or her wage just getting to work and back and eating lunch.

Transportation and food represent only a tiny percentage of a workers' responsibilities. For example, the average worker surveyed supports over four people, three of them children. Average school fees carried for each worker, according to HGW's study, come close to US$690 annually.

While HGW could not verify all of the figures, a recent study from the US- labor federation came up with an even higher numbers for transportation, school fees and other expenses. According to the AFL-CIO's Solidarity Center, a "*living wage*" for an average factory-worker family with one wage-earner and two children should be about $749 per month – **almost five times the current average assembly worker wage of $153 per month.**

"*This figure represents the actual cost of living and serves as a baseline for an appropriate minimum wage that will promote sustainable economic development,*" the Solidarity Center noted in its Mar. 3, 2011, report.

"*The salary question is a veritable scandal,*" economist Camille Chalmers told HGW in an interview. "*The salary has gotten lower and lower, also. [Workers] get paid in gourdes but in fact [because almost half of food eaten in Haiti is imported], they consume in dollars.*"

Pierre-Paul said she knows the salary is not enough.

"*I don't have any choice,*" she explained. "*My parents didn't have me learn a skill, so when I was 25, and I didn't know what else to do, I resigned myself to factory work.*"

Pierre-Paul's boss, factory owner Charles H. Baker, admits the salary is not "*livable.*"

"*If a person is honest, it's clear that it's not enough,*" Baker admitted. "*If I could give a worker 1,000 gourdes a day, I'd pay that. But the conditions in Haiti don't permit us to pay 1,000 gourdes.*"

Baker and other factory owners might claim they want to pay more than sweatshop wages but they have fought salary hikes and unions ever since they got into the game.

Under the Duvalier regime – when wages were actually higher than today – only the dictatorship-sanctioned "*union*" was allowed. Since then, owners have (so far) nearly crushed any organizing efforts.

Thanks to the hard work of the labor group Batay Ouvriye (Worker's Struggle) and the courage of workers there, who endured threats, job losses and even beatings, over 3,000 laborers at the CODEVI park on the Haitian-Dominican border belong to a union. The union negotiates a collective contract for all the workers there.

This fall Batay Ouvriye and textile workers got a union going in the capital. On Sep. 15, organizers announced the new, legally registered Textile and Clothing Workers Union (SOTA - Sendika Ouvriye Tekstil ak Abiman). In less than two weeks, however, five SOTA executive committee members had been fired, one of them from Baker's One World Apparel.



CODEVI's Director Miguel Angel Torres on Haiti's low wage: "It's better than nothing."

Batay Ouvriye's spokeswoman Yannick Etienne said the firings – which factory spokespeople said were for "*violations,*" were totally predictable. "*It's very coincidental that one week after the union is announced, five committee members are fired,*" she said. "*They decapitated the union.*"

Asked about the incident, Baker said his lawyer had advised him not to comment. But according to Batay Ouvriye, workers were fired after handing out leaflets in the street, refusing to work overtime, and other actions which are completely guaranteed by Haitian law.

After a long investigation, on Nov. 24, 2011, a United Nations organization revealed that the firings were not just. Better Work, an organization set up by the UN's International Labor Organization (ILO), noted that "*there is solid evidence showing that the representatives of SOTA were fired because they belong to a union*" and recommended "*the reintegration with back pay as a means of reparation*" for the union members.

The September firings are only the latest in the three decades of repression and union-busting.

Anti-union, pro-"race to the bottom"

Evelyne Pierre-Paul has never been in a union. As a sewing machine operator at Baker's One World Apparel, she's afraid to even talk about the subject.

"*You have to create unions in secret because if you utter the word, you can get fired,*" Pierre-Paul said. "*The bosses say that if we form unions, we'll destroy business.*"

National law and international conventions guarantee Haitian workers the right to organize and to collective bargaining. As recently as 2010, however, the International Trade Union Confederation's (ITUC) Annual Survey of Violations of Trade Union Rights noted that in Haiti "*employers have enjoyed absolute freedom*" to repress organizers, due to political turmoil and other factors.

"*Those trying to organize workers in a union are constantly harassed or dismissed, generally in breach of the labor legislation,*" the ITUC survey reported. "*To prevent workers from joining unions, employers give bonuses to those who are not union members.*"

More recently, Better Work, charged by the ILO with assuring all Haitian textile factories taking advantage of the U.S. congressional HELP [Haiti Economic Lift Program] act comply to international labor standards, said much the same thing. In its April 2011 report, Better Work noted

continued on p(14)

GRÈCE : COUP D'
FACE AU SO
POPUL

Par Stathis Kouvélakis

Ainsi donc c'est en Grèce qu'a débuté la nouvelle pièce promise à un grand succès en cette saison politique européenne et qui s'intitule : La Prise du pouvoir par les banquiers. L'Italie paraît être choisie pour la prochaine étape, ce qui ne fait que ressortir l'intérêt du processus grec qui a conduit à la démission de Georges Papandréou et à la formation d'un nouveau gouvernement dit d'« entente nationale » dirigé par Lucas Papa démos.

Plusieurs jours de tergiversations et d'âpres négociations entre le PASOK (socialiste), toujours majoritaire au Parlement, et la Nouvelle Démocratie (ND, opposition de droite), sans oublier le rôle particulièrement actif de l'extrême droite du LAOS, ont été nécessaires pour arriver à ce résultat. Au final, un gouvernement dont les principaux portefeuilles économiques et sociaux reste aux mains du PASOK, la droite se cantonnant à deux ministères « régaliens » (Défense, Affaires étrangères). Un gouvernement également marqué par la participation de l'extrême droite qui, pour la première fois depuis la chute du régime militaire (1974), se voit attribuer un ministère (Transports et Travaux publics) et trois secrétariats d'État. Mais, bien plus que ces manœuvres politiciennes, ce sont les pressions des gouvernements allemand et français et de ce qu'on appelle les « marchés » qui ont permis d'aboutir à ce résultat. Ancien vice-président de la Banque Centrale Européenne (BCE), de 2002 à 2010, Papadémos, membre de la Commission Trilatérale, fut directeur de la Banque Centrale de Grèce entre 1994 et 2002 et, de ce fait, l'un des architectes de l'entrée de la Grèce dans l'euro, aux côtés de son mentor en politique, l'ancien Premier ministre socialiste « moderniste » Costas Simitis, le principal architecte du néolibéralisme en Grèce et considéré comme particulièrement proche des milieux d'affaires allemands.

Autant dire qu'avec ce nouveau Premier ministre, ce sont de façon quasiment directe les milieux financiers européens, et secondairement grecs, ainsi que les pays du directoire de l'Union Européenne (UE) qui gouvernent le pays, au mépris de tout mandat populaire, à partir de ce qui peut être considéré comme le premier « coup d'État blanc » conçu et mis en œuvre par cette même UE et les banquiers dont elle est le fondé de pouvoir. Les formulations de Marx à propos de la monarchie de Juillet, selon laquelle cette dernière est le « règne d'une fraction seulement de la bourgeoisie, l'aristocratie financière », et le régime tout entier une « société par actions pour l'exploitation de la richesse nationale » [1] retrouvent ainsi une nouvelle jeunesse. À ceci près que cette aristocratie financière est à présent essentiellement multinationale, et, pour ce qui concerne les pays du Vieux Continent, avant tout européenne, les spéculateurs et profiteurs d'aujourd'hui siégeant dans les conseils d'administration des banques (et institutions financières) allemandes, et françaises, ainsi que de la BCE [2].

Comment comprendre de façon plus profonde ce bouleversement spectaculaire du paysage politique, qui a vu en une dizaine de jours l'ex-Premier ministre Papandréou annoncer un référendum, se rétracter, gagner un vote de confiance au Parlement pour finalement démissionner et laisser la place à un gouvernement d'« entente nationale » aux ordres des financiers et de l'UE ? Précisons d'entrée de jeu ceci : contrairement à une impression largement répandue dans et par les médias internationaux, ce n'est pas l'annonce d'un référendum portant sur les décisions du sommet européen du 27 octobre qui a précipité les événements, mais la situation pré-insurrectionnelle dans laquelle la Grèce a plongé depuis les journées du 19 et 20 octobre et, de façon encore plus nette, depuis les émeutes qui ont accompagné les commémorations de la fête nationale du 28 octobre. C'est du reste précisément à cette situation que venait répondre l'initiative à haut risque, et qui s'est révélée fatale pour son sort, de Papandréou [3].

En ce sens, les derniers événements doivent être compris comme le prolongement logique des tendances qui sont apparues en juin dernier, lorsque la mobilisation du « peuple des places » atteignit un pic et déclencha la première phase de la crise politique [4]. Papandréou s'est alors placé pour quelques heures en position de démissionnaire à la recherche d'un accord de gouvernement d'« entente nationale » avec le dirigeant de l'opposition de droite Antonis Samaras. Si cet épisode s'est rapidement clos par un simple remaniement gouvernemental, il n'en a pas moins mis en évidence les trois principaux déterminants de la séquence qui débouche sur la situation présente :

- une montée des mobilisations, qui prennent l'allure d'un véritable soulèvement populaire,
- l'accentuation de la crise du système politique et sa transformation en crise de l'État,
- le rôle de type néocolonial de l'UE devenue acteur de premier plan de la scène politique du pays.

Une brève analyse de ces trois facteurs s'avère donc nécessaire, qui nous permettra d'aborder en conclusion la question des perspectives de la gauche radicale dans cette conjoncture nouvelle.



La montée en puissance de la protestation populaire révélait un moment de rupture des rapports établis de représentation entre les principaux groupes sociaux

Le soulèvement populaire

La grève générale de 48 heures des 19 et 20 octobre a confirmé que le cycle de mobilisation entamé dès le vote, le 5 mai 2010, du Mémorandum entre le gouvernement grec et la désormais fameuse « Troïka » (UE, BCE, FMI) était entré dans une nouvelle phase. L'ampleur et la combativité des manifestations, leur diffusion dans l'ensemble du territoire [5], la composition sociale élargie des participants (salariés du public et du privé, chômeurs, jeunes, petits commerçants et entrepreneurs, retraités), mais aussi la préparation de ces deux journées par toute une série d'actions radicales aux formes souvent inédites (occupations de bâtiments publics, y compris des sièges de ministères et de préfectures, refus de payer les nouvelles taxes, grèves prolongées dans certains secteurs comme les éboueurs ou le personnel hospitalier), tous ces éléments dressent le tableau d'une mobilisation ouvrière et populaire ascendante, disposant d'importantes réserves et de l'appui majoritaire du corps social. Pour le dire autrement, ce à quoi nous avons assisté dans les rues d'Athènes et des villes du pays, c'est à la convergence du « peuple des places » du printemps dernier (dont la masse se composait d'électeurs révoltés des deux « partis de gouvernement » (PASOK et ND) et du mouvement populaire organisé. Le renforcement du rôle joué par ses composantes traditionnelles, syndicales et politiques, a joué dans ce sens, notamment la mobilisation du Parti Communiste Grec (KKE) et de son front syndical (PAME). Sous la pression de sa base et de son environnement social, ce parti s'est démarqué de la routine qu'il affectionne, qui consiste à faire défiler ses propres cortèges de façon soigneusement distincte du reste des manifestants, et a voulu occuper le terrain de façon visible et prolongée, en organisant l'encerclement du Parlement le 20 octobre. Certes, il s'y est pris avec son sectarisme coutumier, refusant une fois de plus toute unité d'action avec les autres forces de la gauche radicale. Cela ne saurait toutefois en aucune façon justifier l'attaque militarisée, à visée meurtrière (cocktails molotov lancés contre le service d'ordre et les cortèges du PAME), dont il fut la cible de la part d'une partie de la mouvance Black Bloc et qui s'est soldée par la mort d'un ouvrier du bâtiment, militant du PAME, et par l'hospitalisation d'une quarantaine de manifestants issus de ses rangs, dont trois dans un état grave [6].

Malgré ces incidents, qui ont laissé un goût amer, une dynamique d'action de rue s'était mise en place, qui a resurgi lors des manifestations qui ont éclaté à l'occasion des commémorations du 28 octobre [7]. Des manifestations que l'on peut considérer comme l'équivalent sur le plan symbolique d'une « prise de la Bastille » à la grecque. En ce jour de confirmation des autorités de l'État dans leur rôle de représentant de la nation, appelée à défiler sous leur regard, celles-ci sont un peu partout chassées de leur place physique et symbolique, à savoir des tribunes officielles [8], aussitôt envahies par la foule. Une foule qui déclare de la sorte qu'elle est la seule incarnation légitime du tout social. Cette conquête symbolique de la place vide, ou plutôt vidée, du pouvoir par le peuple « en personne » s'est également exprimée par la multiplicité des significations qui ont marqué cette journée : slogans liant le « non » de 1940 avec la situation présente et assimilant les gouvernants actuels aux « collabos », reprise de chants de la Résistance et de la lutte contre la dictature des colonels, drapeaux allemands et de l'UE brûlés devant des foules en liesse. Comme a pu le constater le correspondant du Monde, « la journée s'est transformée en journée du non à la «Troïka» et à l'austérité » [9]. Tout cela indique que pour de larges secteurs sociaux émerge un récit national et populaire alternatif à celui du pouvoir, qui fait converger la dimension sociale et la dimension nationale de la protestation et relie le présent avec la mémoire populaire de la « longue durée » historique.

Un seuil symbolique a ainsi été franchi et il semble peu probable de voir la mobilisation retomber, même si sa reprise passera par une période d'adaptation à la situation nouvelle créée par le bouleversement au sommet de l'État. D'autant que la situation économique du pays, déjà dramatique, ne cesse d'empirer : le taux de chômage a officiellement atteint 18,4 %, mais est plus proche des 25 % dans la réalité, les salariés et les retraités ont perdu environ un tiers de leur revenu, les taxes exorbitantes récemment votées achèvent de saigner les ménages, les services publics sont en ruine, le taux de suicide, traditionnellement l'un des plus faibles d'Europe, a bondi de 40 % en un an, tandis que la situation sanitaire de la population se détériore de façon dramatique, comme le révèle une étude publiée dans la prestigieuse revue médicale The Lancet [10], qui conclut à une « tragédie grecque ». Dans ces conditions, il apparaît tout simplement impensable qu'un gouvernement s'apprêtant à administrer à une population exsangue une nouvelle potion d'austérité puisse espérer tenir dans la durée.

L'approfondissement de la crise politique

Par son ampleur et son aspect inédit, à savoir l'entrée en scène de masses jusqu'alors relativement passives et dépourvues de culture politique cohésive, le « mouvement des places » du mois de juin créait les conditions de la transformation de la crise économique et sociale en crise politique généralisée. Une crise que nous pouvons, en référence aux analyses de Gramsci, qualifier de « crise organique ». La montée en puissance de la protestation populaire révélait un moment de rupture des rapports établis de représentation entre les principaux groupes sociaux et leurs formes d'expression partidaire qui s'est traduite par « le passage soudain [de ces groupes] de la passivité politique vers une forme d'activité et de revendication qui, dans leur unité non-organique constituent une révolution ». Cette crise, poursuit le révolutionnaire italien, devient « une crise de pouvoir, et c'est en cela exactement la crise d'hégémonie ou crise de l'État dans son ensemble » [11].



Avec ce nouveau Premier ministre, Lucas Papadémos, ce sont les milieux financiers européens ainsi que les pays du directoire de l'Union Européenne (UE) qui gouvernent le pays, au mépris de tout mandat populaire, à partir de ce qui peut être considéré comme le premier « coup d'État blanc »

Confronté à une situation de crise généralisée, le système politique tend à s'autonomiser des rapports de représentation et des règles de l'alternance parlementaire. Gramsci parlait de tendance au « bonapartisme » ou au « césarisme », qui peuvent s'imposer même « sans César, sans personnalité héroïque et représentative ». Dans un régime parlementaire, ces solutions prennent la forme de gouvernements de « grande coalition », qui lient de façon directe des intérêts économiques et sectoriels des classes dominantes avec des fractions du personnel politique détachées de leurs attaches partidaires antérieures. Différentes en cela du phénomène bonapartiste personnalisé et circonscrit au XIXe siècle, ces solutions offrent bien plus de souplesse, au prix cependant d'une instabilité chronique. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit de formes de construction d'un bloc de pouvoir qui contournent (ou altèrent très significativement) les médiations de type représentatif et la légitimation électorale, sans toutefois rompre explicitement avec le cadre parlementaire existant, même si elles peuvent, le cas échéant, préparer le terrain à une telle évolution [12].

C'est dans ce cadre qu'il faut situer le processus de constitution d'un gouvernement d'« entente nationale », tel que celui dirigé par Papadémos. L'idée était dans l'air depuis un certain temps, et elle fut brièvement testée, nous l'avons vu, en juin. Mais l'urgence d'une telle issue ne s'est imposée qu'avec la tournure explosive prise par la protestation populaire lors de la séquence insurrectionnelle qui s'est déployée entre le 19 et le 28 octobre. Des indices comme la paralysie quasi-complète de l'administration d'État, accentuée par la vague d'occupations de bâtiments publics, ou le soudain remplacement de la totalité de l'état-major militaire, qui ne faisait pas un secret de son opposition aux coupes budgétaires qui affectent profondément l'armée, ont également poussé en ce sens, révélant que le fonctionnement de la machinerie étatique était atteint en son cœur même.



Devant le Parlement Grec, des manifestations que l'on peut considérer comme l'équivalent sur le plan symbolique d'une « prise de la Bastille » à la grecque

Il est d'usage, dans de telles circonstances, que les pouvoirs chancelants prennent des initiatives qui finissent par répandre le feu qu'elles étaient censées contrôler, sinon éteindre. L'annonce d'un référendum par Papandréou, censé porter sur l'accord conclu lors du sommet européen du 27 octobre, était l'exemple-type d'un tel geste qui, indépendamment des intentions de son auteur, a néanmoins fonctionné comme un test de vérité pour le système politique grec et pour l'UE tout entière. Le défi lancé par le dirigeant du PASOK a semé la panique sur les places boursières et provoqué la colère du directoire franco-allemand, qui, de façon tout à fait explicable, bondit au seul énoncé du mot de « référendum », l'UE n'étant guère sortie grandie des précédents épisodes du genre, et ce dans des conditions incomparablement plus favorables que celles offertes par l'actuelle situation de la Grèce. L'humiliation subie par Papandréou au sommet de Cannes, sans précédent pour un dirigeant de pays européen, était la conséquence logique de cette fausse, car bien trop tardive, naïveté démocratique.

Sur le front intérieur, le geste de Papandréou, suivi de pressions directes exercées par les dirigeants européens, a sans doute davantage apporté le résultat escompté. Il a certes révélé que le Premier ministre sortant était contesté au sein de son propre parti « sur sa droite », par une aile d'intégristes néolibéraux regroupés autour de ce que l'on qualifie de « talibans du Mémorandum » ou de « troïka interne » [13], qui a immédiatement rejeté l'idée du référendum et mis en avant l'idée d'un gouvernement d'« unité nationale ». S'il a sapé un peu plus la cohésion de son propre parti, Papandréou a toutefois marqué des points



ÉTAT EUROPÉEN ULÈVEMENT LAIRE !



Mieux vaut donc miser sur la « générosité », ou le réalisme, d'Angela Merkel en matière de paiement de la dette grecque que sur l'actuel premier ministre



La Banque Centrale Européenne (BCE)

face à l'opposition de droite. Placée devant la quasi-certitude d'une victoire du « non » aux accords du 27 octobre et du chantage exercé par l'UE (expliquant qu'un « non » équivaut à la sortie de l'euro), la droite a vigoureusement combattu la proposition de référendum. Mais, dans la foulée, elle s'est également vu contrainte de céder aux exigences de « consensus » formulées dès le début de la crise de la dette par les milieux d'affaires et les dirigeants européens. De son côté, l'extrême droite, championne dès le printemps 2010 d'une « entente nationale » pour mettre en œuvre de façon musclée la « thérapie de choc », s'est sentie triompher. Son leader, Giorgos Karandzaféris, s'est posé ouvertement comme le « parrain » du nouveau gouvernement d'« unité nationale », qui lui permet d'accéder à la respectabilité institutionnelle tant désirée. Les formations périphériques du centre-droit (la petite formation ultra-libérale et européiste Alliance Démocratique de Dora Bakoyanni, challenger de Samaras à la direction de la ND en novembre 2010) et du centre-gauche (la Gauche démocratique, issue d'une scission droitière de Synaspismos, et les écologistes) leur ont emboîté le pas, avec quelques réserves de forme pour ces dernières. La voie était de la sorte ouverte pour le processus qui a abouti à la constitution d'un gouvernement dirigé par le banquier Papadémos, incarnation naturelle d'un bloc au pouvoir entièrement dominé par les intérêts de la finance européenne.

L'UE en tant que puissance néocoloniale

Le rôle de l'UE dans cette affaire mérite assurément quelques remarques spécifiques. À supposer en effet qu'il subsistât encore en Grèce quelques apparences de souveraineté nationale et de fonctionnement démocratique, fût-il « formel », celles-ci appartiennent désormais à un passé révolu. La façon dont Papandréou fut contraint de se rétracter sur le référendum, après s'être vu dicter de la façon la plus humiliante les termes de la question qui serait posée (et même la date de sa tenue !), les conditions de son départ du pouvoir ainsi que les manœuvres qui se sont déroulées dans l'opacité la plus totale afin de constituer le gouvernement d'« entente nationale » constituent au sens le plus strict un « coup d'État blanc », le premier dont la conception et la mise en œuvre se sont faites sous la houlette de l'UE. Faut-il souligner à quel point ce gouvernement est dépourvu de la moindre légitimité démocratique, dans le sens le plus banal du terme, telle qu'elle s'est notamment exprimée dans le scrutin d'octobre 2009 ? Et pourtant, la tâche qui lui est explicitement confiée (application des accords du 27 octobre, avec des mesures d'austérité encore plus graves que toutes les précédentes, accompagnées de la mise sous tutelle permanente et de la vente à l'encan de la quasi-totalité du patrimoine public restant) engagera le pays pour les décennies à venir.

Deux éléments donnent une idée du radicalisme néolibéral qui anime Papadémos et ceux qui l'entourent. Dans un article publié simultanément dans le quotidien grec To Vima et le Financial Times le 23 octobre [14], l'actuel Premier ministre avait récusé la proposition de décote de 50 % de la dette grecque détenue par les banques et autres institutions privées, qui fut finalement adoptée par le sommet européen du 27 octobre, pour s'en tenir à la seule décote de 21 % prévue par le sommet du 21 juillet, sous la pression de Sarkozy, et quasi-unanimement jugée scandaleusement favorable aux banques et totalement insoutenable pour le pays. Mieux vaut donc miser sur la « générosité », ou le réalisme, d'Angela Merkel en matière de paiement de la dette grecque que sur l'actuel premier ministre. Par ailleurs, l'une des principales exigences de Papadémos et de ses soutiens européens, dans la lignée de leur refus obstiné du référendum, a consisté à écarter l'idée d'élections anticipées qui étaient pourtant l'une des conditions que Samaras et la ND avaient posée pour leur soutien à un éventuel gouvernement d'« unité nationale ». La confusion continue de régner à ce sujet, Samaras ayant de nouveau évoqué dans sa déclaration postérieure à la formation du gouvernement, la tenue d'élections le 19 février 2012, date qu'il avait initialement annoncée. Assumant pleinement la logique bonapartiste évoquée auparavant, Papadémos et l'UE ne veulent pas d'une simple équipe de transition, chargée d'une mission limitée. C'est bien d'un gouvernement de combat qu'ils entendent mettre en place, comme le souligne, sous couvert d'anonymat, l'un des anciens collègues du Premier ministre à la BCE : « À la tête du gouvernement grec, il [Papadémos] devra apprendre cependant à trancher durement, à faire des mécontents » [15]. Nul doute que, flanqué de ses ministres du LAOS et des zélateurs de la « troïka interne », il apprendra très vite…

Quoi qu'il en soit, les masques sont tombés : l'UE apparaît à présent pour ce qu'elle est, une menace mortelle pour les règles démocratiques les plus élémentaires, celles-là même du régime parlementaire libéral. Car il ne faut pas se tromper : la simultanéité des changements de gouvernement en Italie et en Grèce, la prise du pouvoir dans les deux cas par des fondés de pouvoir des banques, sortis des entrailles de l'UE (BCE pour Papadémos, Commission Européenne pour Monti), cultivant les liens directs avec les milieux d'affaires, n'ont rien d'une coïncidence. Depuis que la crise des dettes souveraines a éclaté, la Grèce est bien un cobaye de la « thérapie de choc » que les classes dominantes sont décidées à mettre en œuvre, et cela, comme Naomi Klein l'a très bien vu [16], ne peut se faire dans le cadre politique et institutionnel existant (du moins pour les normes d'un pays d'Europe occidentale). Les « thérapies de choc » sont indissociables des « désastres », conduisant à l'instauration d'un « état d'urgence » de plus en plus banalisé. Et, dans le cadre européen des 27 pays qui en font partie, c'est bien l'UE, ses institutions et son directoire franco-allemand (plus allemand que français à vrai dire…) qui en sont les maîtres d'œuvre. Pourtant, au sein de la gauche européenne, y compris ses ailes radicales, on s'obstine à vouloir contourner cette réalité ou à ne pas en mesurer les conséquences [17], en cultivant par exemple l'illusion d'une « réformabilité » des institutions de l'UE ou d'un bouleversement sociopolitique simultané dans les principaux pays européens qui permettrait de se dispenser d'affronter la machinerie de l'UE en tant que telle.



L'impuissance paradoxale de la gauche radicale grecque

Depuis le début de la crise de la dette, la gauche radicale grecque se trouve dans une position paradoxale. Elle se renforce sur le plan électoral, partant d'un niveau qui est déjà le plus élevé d'Europe (cf. encadré, plus bas). Ses militants sont très actifs dans les mobilisations, même si le « mouvement des places » a révélé ses difficultés à s'ouvrir à des secteurs sociaux extérieurs à ses sphères traditionnelles d'influence. Pourtant, elle peine à intervenir politiquement dans la situation, à proposer une alternative crédible aux politiques barbares mises en œuvre et rejetées par la quasi-totalité de la société. Elle n'arrive pas de ce fait à dégager une issue politique à la vague de colère populaire, qui risque de connaître une trajectoire « argentine » : un soulèvement populaire capable de faire chuter le pouvoir en place mais dépourvu de solution politique de rechange.

Deux facteurs pèsent d'un poids particulier dans cet état de fait. Tout d'abord la profonde division, plus exactement l'ambiance de guerre intestine, qui règne entre ses deux principales composantes : le Parti communiste (KKE) d'une part, engoncé dans une ligne sectaire et nostalgique du passé stalinien, qui reste la force dominante aussi bien sur le plan électoral que militant, et la Coalition de la gauche radicale (Syriza), de l'autre, qui prône une démarche unitaire mais qui peine à trouver une cohérence interne entre ses multiples composantes et tendances et tend à se replier sur une proposition d'unité « a minima », basée sur un simple refus de l'austérité. Nécessaire à l'unité d'action et à la mise en avant de revendications immédiates, de type syndical, une telle base s'avère toutefois insuffisante quand se pose la question d'une alternative de pouvoir.

Placées devant ce redoutable défi, ces formations ont le plus grand mal à formuler des propositions précises et un tant soit peu audibles sur les questions-clés où se jouent la légitimité des politiques menées et la possibilité d'une autre logique, à savoir la dette et la question de l'euro et, plus largement, des rapports avec l'UE. La ligne majoritaire au sein de Syriza, et surtout de sa principale composante, Synaspismos, est de proposer une renégociation de la dette dans le cadre de l'UE et de la zone euro, en évitant la cessation de paiement. La question de l'euro ou de la structure antidémocratique et néocoloniale de l'UE sont minimisées et/ou renvoyées à un futur indéterminé, lorsqu'un « mouvement social européen » aura changé la donne au niveau de l'UE toute entière, ou du moins de son noyau. Ces propositions, faut-il préciser, paraissent en complet décalage par rapport à la situation, peu crédible et suscitent une opposition interne croissante.

Devant cette impasse, des courants importants de Synaspismos (le « Courant de gauche » dirigé par l'actuel porte-parole parlementaire de Syriza Panagiotis Lafazanis [18]) ainsi que d'autres composantes de Syriza regroupées dans le Front pour la Solidarité et la Rupture (dirigé par l'ancien président de Synaspismos Alekos Alavanos) haussent le ton et rompent avec le consensus européiste. Ils prônent une renégociation de la dette « à la Kirchner », menée sous la pression d'une cessation de paiement à l'initiative du pays emprunteur, accompagnée d'une sortie de l'euro et d'une véritable nationalisation du secteur bancaire, qui permettraient une dévaluation de la monnaie et une sortie de la logique de la « dévaluation interne » (fondée sur la baisse drastique du coût du travail) imposée par les cures d'austérité. En plus des arguments économiques, une rupture avec l'euro et la logique des institutions européennes, sans sortie immédiate de l'UE, est également jugée nécessaire pour des raisons politiques : comment sortir le pays de la tutelle où il se trouve actuellement et relancer un fonctionnement démocratique sans accepter un découplage, fût-il partiel, avec l'UE et le rétablissement de sa souveraineté nationale ? Cet agenda est du reste déjà défendu par le regroupement des forces de l'extrême gauche Antarsya, qui a connu quelques succès électoraux lors des régionales et municipales de novembre 2010 (cf. encadré, plus bas), et qui défend la cessation de paiement, la sortie de l'euro et la nationalisation des banques comme socle d'un programme de rupture anticapitaliste. Toutefois, malgré d'importantes convergences, un début de regroupement sur le front syndical [19], et une audience croissante dans le débat public, le « pôle anti-UE » de la gauche radicale peine à se coordonner et à acquérir une visibilité sur le terrain politique.

La situation paraît encore plus figée du côté du Parti communiste. Traditionnellement hostile à l'UE, partisan d'une sortie de la Grèce de l'Union, ce parti se montre pourtant très prudent sur ce terrain depuis le début de la crise, soulignant que tous ces problèmes, ainsi que celui de la dette, ne pourront être résolus qu'une fois « renversé le pouvoir du capital monopoliste » et instauré le « pouvoir populaire », sous la direction, naturellement, du parti. Cette rhétorique « gauchiste » sert en réalité à justifier une pratique quiétiste sur le plan des mobilisations, avant tout soucieuse de refuser toute forme d'unité d'action et accusant Syriza (et Antarsya) d'être des « forces opportunistes » jouant « le jeu de la bourgeoisie et de l'UE ».

En réalité, tout comme ceux de Syriza, les dirigeants du KKE manient un discours radical, mais désincarné, en ayant avant tout l'œil sur les sondages, qui créditent la gauche radicale de ses scores les plus élevés depuis les années 1970 (cf. encadré plus bas). Ils semblent se contenter de ce rôle de réceptacle passif de la colère populaire, rôle partagé qui crée entre eux une sorte d'étrange complicité, par-delà la virulence des polémiques. Pour le dire autrement, ce qui se trouve exclu dans les deux cas, quoique par des cheminements opposés, c'est l'idée d'une alternative qui se construit sur des objectifs transitoires et répond concrètement aux problèmes cruciaux posés par la crise : dette, appartenance à l'euro, modèle économique, refondation démocratique, indépendance nationale et rapports avec l'UE.

C'est cette complicité perverse qui explique que la proposition de référendum de Papandréou a mis dans un premier temps aussi bien Syriza que le KKE dans l'embarras, surtout lorsqu'il est apparu que se poserait la question de l'euro et d'une rupture concrète avec la cage de fer imposée par l'UE. Au lieu du référendum, qu'ils ont fini par soutenir en appelant à un vote « non », Syriza et le KKE ont préféré mettre en avant le mot d'ordre d'élections anticipées. Et ils continuent de le faire, espérant transformer en sièges les scores que leur accordent les enquêtes d'opinion.

Cette gestion routinière d'une situation extra-ordinaire, dans tous les sens du terme, s'avère toutefois grosse de dangers. La formation du gouvernement Papadémos, qui scelle le front unique des classes dominantes grecques et européennes, place la gauche radicale grecque au pied du mur. Loin d'être une force marginale, elle se voit désormais investie d'une responsabilité proprement historique : construire un front social et politique en mesure de relever le défi lancé par un adversaire déstabilisé mais d'autant plus dangereux, prêt à toutes les aventures. Si elle se dérobe, et s'avère incapable de changer la donne, elle pourrait fort bien être balayée de la scène, comme l'ont été toutes les forces politiques, y compris de la gauche radicale, dans les pays qui ont déjà subi la « stratégie du choc ».

Cette responsabilité est du reste loin d'être une responsabilité uniquement nationale. Dans un article retentissant, publié en juin dernier dans le New York Times, l'historien britannique et spécialiste d'histoire grecque contemporaine Mark Mazower, rappelait à toutes celles et ceux qui n'ont d'yeux que pour la gloire des Anciens, qu'au cours des deux derniers siècles la Grèce moderne s'est retrouvée à plusieurs reprises « à la pointe de l'évolution européenne » [20]. En s'engageant dans une guerre d'indépendance, que les Grecs eux-mêmes ont toujours appelée la « Révolution de 1821 », ils furent les premiers à ébranler l'ordre de la Sainte Alliance. Par leur « non » de 1940, leurs victoires contre les troupes de Mussolini et leur lutte massive contre l'occupant, ils ont été aux avant-postes du combat antifasciste. En se soulevant, il y a trente-huit ans, contre la dictature des colonels, ils ont montré la voie à d'autres peuples, du Sud européen ou d'Amérique latine, qui subissaient une oppression comparable. Il se pourrait donc que, renouant avec ce fil qui traverse son histoire moderne, la Grèce donne une fois de plus le signal du soulèvement européen contre l'oppression, cette fois contre la dictature des financiers, des affairistes et de leurs pathétiques commissaires politiques.

Suite à la page (17)

La Commission Trilatérale contrôle le gouvernement Obama

Par Patrick Wood

L'oligarchie US défend ses intérêts de classe et garde le contrôle du pouvoir politique à l'échelle nationale en s'appuyant sur des sociétés secrètes telles que les Skull & Bones ou des clubs sélects comme le Council on Foreign Relations (CFR). Au plan international, elle utilise des groupes élitistes, par exemple le groupe de Bilderberg qui cherche à intégrer à son projet les oligarchies d'autres pays pour l'émergence d'une gouvernance mondiale. Notre collègue Patrick Wood explique comment fonctionne la Commission Trilatérale, une autre pièce de ce système complexe, dont le rôle a récemment été remis en lumière avec la nomination du chef de sa section Europe, Mario Monti, comme Premier ministre italien.



Henri Kissinger à la Maison-Blanche pour coordonner avec Obama les travaux de la Trilatérale, à gauche George Shultz

Pendant les dix premiers jours de sa présidence, Barack Obama a nommé onze hauts fonctionnaires issus de la Commission trilatérale à des postes clés de son administration, introduisant ainsi une puissante force extérieure dans le leadership de son gouvernement, mais avec un agenda de base qui porte plutôt préjudice aux citoyens des États-Unis.

Outre ces nominations, Obama a appelé à la Maison-Blanche plusieurs membres illustres de la Commission trilatérale, dont Zbigniew Brzezinski, son principal conseiller en politique extérieure. Brzezinski est cofondateur de la Commission (1973) avec David Rockefeller.

La Commission trilatérale a une grande responsabilité dans l'état actuel du monde. Elle fut constituée en 1973 comme un forum mondial de « penseurs », devenus les artisans du tournant multinational pris par le capitalisme dans le sens d'une radicalisation du courant de pensée keynésien le plus classique de l'économie : rôle de l'État, intensification de l'exploitation mondiale du travail, hégémonie militaire mondiale des pays les plus riches de la planète et de leurs compagnies transnationales.

La Trilatérale est une sorte de grand parti politique mondial. D'après son site Web, elle fut créée par des personnalités du Japon, de l'Union européenne, et d'Amérique du Nord (États-Unis et Canada) dans le but de promouvoir et de construire une coopération plus étroite entre les principales régions démocratiques et industrialisées du monde [en opposition au camp socialiste de l'époque] pour partager les responsabilités dans la direction d'un système international élargi.



Kissinger, l'ex-Secrétaire d'État étasunien est la véritable cheville ouvrière de l'oligarchie US

Selon sa liste officielle, la Commission trilatérale compte 424 membres, dont 87 seulement sont États-uniens. Ainsi, au cours de ses deux premières semaines à la Maison-Blanche, le nombre de représentants gouvernementaux désignés par Obama constitue 12 % de la représentation des États-Unis à la Commission. Il entretient bien d'autres liens avec la Trilatérale, comme par exemple la présence en qualité de membre permanent de William Jefferson Clinton, le mari de la Secrétaire d'État, Hillary Clinton. Voici les onze personnes désignées par Obama :

- Tim Geithner, secrétaire au Trésor
- Susan Rice, ambassadrice auprès des Nations unies
- le général James L. Jones, conseiller à la Sécurité nationale
- Thomas Donilon, conseiller pour les questions de Sécurité nationale
- Paul Volker, président de la Commission pour la reprise économique
- L'amiral Dennis C. Blair, directeur du Renseignement national
- Kurt M. Campbell, secrétaire d'État adjoint pour l'Asie et le Pacifique
- James Steinberg, Député secrétaire d'État
- Richard Haass, envoyé spécial du Département d'État
- Dennis Ross, envoyé spécial du Département d'État
- Richard Holbrooke, envoyé spécial du Département d'État

L'administration Obama et la Commission trilatérale entretiennent bien d'autres liens. À titre d'exemple, signalons que le groupe informel de conseillers du secrétaire au Trésor, Tim Geithner, réunit les membres de la Commission : E. Gerald Corrigan, banquier et ancien président de la Réserve fédérale ; Paul Volker, aujourd'hui la tête pensante de la relance économique d'Obama ; Alan Greenspan, le dernier responsable de la Réserve fédérale, et Peter G. Paterson, éminent banquier et investisseur.

Frais émoulu de l'Université, Geithner se mit immédiatement au service du « trilatéraliste » Henry Kissinger, aux bureaux Kissinger & Associates. Un autre membre de la Commission trilatérale, le général Brent Scowcroft, un commerçant devenu banquier, fut conseiller officieux d'Obama et mentor de l'actuel secrétaire à la Défense Robert Gates. Robert Zoelick, ancien secrétaire au Commerce et actuel président de la Banque mondiale nommé sous l'administration G.W. Bush, est lui aussi membre de la Commission.

Le site Web signale : « La Commission trilatérale est composée de près de 400 noms illustres du monde des affaires, des médias, des universités, des services publics (à l'exception des ministres de cabinets nationaux actuels), des syndicats et d'autres organisations non gouvernementales des trois régions. Trois présidents (un dans chacune des trois régions du monde susmentionnées), des présidents régionaux, un vice-président et des directeurs constituent la direction de la Commission Trilatérale, en collaboration avec un Comité exécutif, incluant une quarantaine d'autres membres ».

Depuis 1973, la Commission trilatérale se réunit régulièrement en séances plénières pour discuter de manifestes politiques élaborés par ses membres. Les politiques sont débattues jusqu'à obtention d'un consensus. Les membres regagnent leurs pays

Suite à la page (18)

Guerre irrégulière des ONG contre l'Amérique latine



De gauche à droite: le président de Conservation International (CI), Russ Mittermeier, le Vice-Président, Harrison Ford, et le vice-ministre de l'Environnement du Japon, Shoichi Kondo, lors d'une conférence de presse à la Convention sur la diversité biologique à Nagoya, au Japon le 28 octobre, 2010

Par André MALTAIS

En l'espace de deux semaines, deux gouvernements progressistes d'Amérique latine ont été réélus avec des majorités historiques.

Au Nicaragua, le 6 novembre, le président et chef du Front sandiniste de libération nationale, Daniel Ortega, obtenait 63% des voix contre 31% pour son plus proche rival, Fabio Gadea, à la tête d'une coalition de libéraux et de dissidents sandinistes. Deux semaines auparavant, la présidente de l'Argentine, Cristina Fernandez, était réélue au premier tour avec 54% des suffrages devenant ainsi la candidate présidentielle avec le plus d'appuis populaires depuis le retour à la démocratie au cours des années 1980. Son principal adversaire, Hermes Binner, a obtenu 17% du vote.

La droite, écrit le journaliste équatorien, Alberto Maldonado, continue de perdre des consultations populaires de tous les côtés, en Amérique latine, et l'un de ses principaux moyens de déstabilisation, la guerre médiatique, commence à perdre de son efficacité.« Les peuples pensent différemment de ceux qui leur disent ce qu'ils doivent penser », continue Maldonado, sinon comment expliquer ces victoires électorales successives des Chavez, Morales, Correa, Humala, Ortega et Fernandez ?

Bien sûr, cela n'échappe pas au gouvernement états-unien dont la nouvelle doctrine de guerre irrégulière est déjà déployée dans toute la région. Alors que la guerre traditionnelle consiste à défaire les forces armées de l'adversaire, explique l'avocate états-unienne et vénézuélienne, Eva Golinder, « la guerre irrégulière est une lutte violente entre acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux pour dominer et influencer la population civile du pays adverse. »

L'aide internationale et les nobles causes défendues par les ONG (écologie, liberté d'expression, autonomie des peuples indigènes, féminisme, droits humains, etc.) sont au cœur de la guerre irrégulière. Par exemple, en juin dernier, le président équatorien, Rafael Correa, dénonçait le fait que des ONG étrangères travaillaient auprès des populations indigènes à la frontière colombienne pour « faire de la politique, générer le chaos, imposer des points de vue étrangers » et déstabiliser son gouvernement.

Le 5 juillet, son gouvernement passe à l'action et adopte le décret exécutif 812 exigeant des ONG étrangères qu'elles fassent connaître l'origine et l'usage des millions de dollars qu'elles dépensent en Équateur en déclarant leurs programmations annuelles et rapports financiers, la pertinence de leur action avec le plan national du « bien vivre », les territoires où elles opèrent et les acteurs sociaux auprès de qui elles agissent.

Conservation internationale (CI) a refusé de se conformer à la loi équatorienne et a donc été chassée du pays. Fondée en 1987, l'ONG écologiste états-unienne opère dans une dizaine de pays d'Amérique latine là où se trouvent ce qu'elle appelle les « points chauds » de la biodiversité situés en Amazonie et dans la forêt maya d'Amérique centrale. En plus de l'USAID, elle compte parmi ses partenaires et bailleurs de fonds des transnationales comme Rio Tinto, Ford, Monsanto, Intel, Coca Cola, Starbucks, Walmart, Walt Disney, MacDonalds et Chevron.

Comment comprendre, se demande le journaliste pour l'Agence latino-américaine d'information, Eduardo Tamayo, que CI travaille réellement à la conservation de la nature en Équateur quand Chevron la finance et participe à ses projets ?

Entre 1964 et 1990, la pétrolière états-unienne a causé l'un des désastres environnementaux les plus graves de l'Amazonie en déversant ses eaux résiduelles dans les cours d'eau équatoriens, provoquant des maladies graves chez les populations vivant autour de ses sites d'extraction. Pour cela, Chevron a été jugée en Équateur et condamnée à une amende record de 20 milliards de dollars. Elle rétorque maintenant en intentant des poursuites contre l'État équatorien et en convainquant le gouvernement des États-Unis d'exclure l'Équateur des préférences douanières de l'ATPDEA.

L'ONG équatorienne, Accion Ecologica, dénonce l'appropriation par des ONG étrangères comme CI, souvent en échange d'une partie de la dette extérieure d'un pays, de vastes territoires qui deviennent ensuite des « zones naturelles protégées » soustraites au contrôle des gouvernements. Une fois la zone

Suite à la page (18)

Le Honduras : grande honte de la politique étrangère étasunienne



Le président Porfirio Lobo du Honduras (à droite) avec le président Obama à Washington

Par Mark Weisbrot

Imaginez qu'un chef de l'opposition soit tué en plein jour en Argentine, en Bolivie, en Équateur ou au Venezuela, par des miliciens masqués, ou kidnappé et tué par des hommes de mains d'un partisan bien connu du gouvernement. Cela ferait la une du New York Times et tous les titres des journaux télévisés. Le Département d'Etat des États-Unis publierait des déclarations fermes sur son inquiétude concernant de graves violations des droits de l'homme. Si cela devait arriver.

Maintenant, imaginez que 59 meurtres politiques aient eu lieu depuis le début de l'année, et 61 l'année précédente. Longtemps avant que le nombre de victimes n'ait atteint ce niveau, la situation serait devenue une question majeure de politique extérieure pour les États-Unis et Washington en appellerait à des sanctions internationales.

Mais nous parlons du Honduras, pas de la Bolivie ou du Venezuela. Donc quand le président Porfirio Lobo du Honduras est venu à Washington le mois dernier, le président Obama l'a salué chaleureusement et a déclaré : « Il y a deux ans, nous avons assisté à un coup d'État qui menaçait d'éloigner le Honduras de la démocratie, et, en partie du fait de pressions de la communauté internationale, mais aussi du fait du ferme attachement à la démocratie du Président Lobo, ce que nous avons vu, c'est une restauration des pratiques démocratiques et une promesse de réconciliation qui nous donnent de l'espoir. »

Bien sûr, le Président Obama a refusé ne serait-ce que de rencontrer le président démocratiquement élu renversé par le coup d'État mentionné, bien que ce président soit allé trois fois chercher à Washington pour demander de l'aide après le coup d'Etat. Il s'agit de Manuel Zelaya, un président de centre-gauche, qui a été renversé par les segments conservateurs de la société et l'armée, après avoir mis en place un certain nombre de réformes pour lesquelles le peuple avait voté, comme l'augmentation du salaire minimum et les lois promouvant la réforme agraire.

Mais ce qui a le plus énervé Washington, c'est que Zelaya se soit montré proche des gouvernements de gauche de l'Amérique du Sud, y compris celui du Venezuela. Il n'était pas aussi proche du Venezuela que ne l'étaient le Brésil ou l'Argentine, mais l'occasion fait le larron. Donc, quand l'armée hondurienne a renversé Zelaya, en juin 2009, l'administration Obama a fait tout ce qu'elle a pu durant les six mois qui ont suivi pour s'assurer de la victoire du coup d'État. La « pression de la communauté internationale »

Suite à la page (16)

La délinquance, première phase de la dégénérescence de l'impérialisme

Par Joël Léon



La résistance reste la seule option viable pour contrecarrer la marche impériale, surtout en ce temps précis de délinquance

L'impérialisme est entré dans la première phase de son effondrement généralisé, que je qualifie, moi-même, de délinquance. Période au cours de laquelle l'impérialisme n'utilise plus de masques pour s'approprier les richesses mondiales. La violence glauque a priorité sur tous les autres moyens pacifiques. L'ère du Cardinal Richelieu est révolue. Toutes les institutions internationales sont transformées en une caisse de résonance guerrière, notamment l'organisation des Nations Unies. Les états, déjà affaiblis par les deux siècles de pratique capitaliste à outrance, sont assujettis à la reddition, de gré ou de force. Sans oublier les crises économiques et financières irrémédiables qui hantent les places financières mondiales, en particulier les plus riches nations du monde occidental. La dérive morale qui accable les sociétés capitalistes est tellement intégrale que l'occident affiche un contraste identitaire, celui qui constituait la base même du système. Moment historique où les lois et institutions (instruments) sont violées ou ignorées systématiquement.

La deuxième invasion de l'Irak a été une violation flagrante des lois internationales. L'ONU n'avait pas autorisé l'invasion, voire l'occupation du pays. Une coalition d'états amis et serviles fut mise sur pied en 2003 pour matérialiser les vœux du plus grand empire mondial, à savoir le renversement du régime inamical de Saddam Hussein. L'Irak est totalement détruit, laissant derrière, ruines, plus de 200.000 cadavres à l'actif du peuple Irakien, et plus de deux millions d'Irakiens réfugiés à l'étranger.

Le cas d'Haïti fut encore plus scandaleux. L'armée américaine a kidnappé le président légitime, Jean Bertrand Aristide, l'engouffra dans un avion militaire non identifié pour l'expédier en Afrique. Cette opération fut mise en œuvre le 29 février 2004, avant même la résolution de l'ONU.

Les 6 mois de bombardement quotidien de l'OTAN contre la Libye dépassent nettement le mandat octroyé par l'ONU à travers la résolution 1973 votée le 18 mars 2011. Il était question de protéger la population civile, supposément menacée par le régime de Kadhafi. L'OTAN a tué 100 fois plus de civils qu'avant les frappes aériennes, soit 100.000 âmes.

Auparavant, l'impérialisme respectait hypocritement les normes internationales. Il utilisait l'armée nationale d'un pays pour renverser le propre gouvernement légitime de ce pays. Ce fut le cas de Jacobo Arbenz du Guatemala et du caudillisme des années 70 en Amérique Latine. Les puissances néocoloniales opérèrent de la même façon dans le continent Africain en parachutant des marionnettes au pouvoir, totalement dévouées à leurs intérêts. On peut citer les cas de Mobutu Sese Seko, Omar Bongo, Jean-Bedel Bokassa etc.

Dans cette phase, que je qualifie de délinquance, l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme représente un danger imminent pour le futur de l'humanité. Parce que les présidents des états occidentaux se sont transformés en dérisoires criminels ou assassins semant le deuil partout sur la planète à la poursuite de richesses. En ce sens, Cabral est juste lorsqu'il a déclaré que « L'impérialisme est la piraterie transplantée des océans à la terre ferme, piraterie réorganisée, consolidée et adaptée à l'objectif de l'exploitation des ressources matérielles et humaines de nos peuples ».

Salvador Allende, l'ancien président du Chili populaire, compara la situation de son pays en 1972 comme « un Vietnam en silence ». Haïti est un Irak en silence. Un peuple qui depuis 7 ans d'occupation vit dans la peur des armes et la permanence d'un choc psychologique. Comme partout ailleurs, les forces d'occupation assassinent en Haïti. Des pauvres sont exécutés à Cité Soleil. Des militants sont portés disparus, Lovinsky Pierre Antoine est le plus célèbre des cas. Des centaines d'autres sont emprisonnés ou contraints à l'exil. Le choléra, apporté par les forces d'occupation, plus spécifiquement par la composante népalaise, diminue la population haïtienne depuis plus d'un an. Les étrangers occupent nos terres, nos rues, nos hôtels, nos plages, et aussi nos femmes et nos jeunes hommes. L'occupation est absolue. L'impérialisme, dans son hégémonique latitude, impose ses lois de cimetière.

Lawrence Davidson, professeur d'histoire à l'université de West Chester, de l'état de Pennsylvanie, a exposé dans un brillant article sous le titre : « Pourquoi nous haïssent-ils », ce qui suit : « je suis arrivé à la conclusion que les Etats-Unis, en dépit de toutes ses capacités de force (militaire), est en décadence. Le pays va échouer pour les mêmes raisons qui ont emporté dans la destruction les anciens empires. Ils ont échoué parce que, en dernier ressort, leurs élites deviennent illusionnistes et le peuple est maintenu dans l'ignorance ». Le citoyen américain n'est pas conscient du rôle que joue son gouvernement dans l'appauvrissement d'autres peuples et l'instabilité chronique qui frappe certaines nations.

Comment comprendre que depuis le 7 février 1986, Haïti a connu 9 coups d'état. Tous ont été organisés dans le seul et même pays par les maîtres de Washington. Comment une nation pareille, plongée dans cette instabilité permanente, peut-elle arriver à atteindre le degré de production nécessaire pour subvenir aux besoins de ses sujets. L'américain moyen, appartenant à la classe majoritaire, n'est pas conscient de l'implication de son gouvernement dans la déstabilisation d'Haïti, de l'Iran, de la Libye, du Venezuela, de Cuba etc. Il est trop endoctriné par les informations biaisées que diffusent les chaînes de télévisions occidentales, elles qui représentent l'arme fatale des falsificateurs de l'histoire à leurs profits exclusifs, empêchant aux citoyens américains et européens de sortir du carcan idéologique du rôle « bon berger » ou civilisateur que s'octroient leurs gouvernements. Le département d'état a fait échec à tout homme intègre qui convoitait le pouvoir en Haïti et ayant une vision nationale. Et ceci, depuis le premier débarquement américain en 1915. Même ceux qui entamèrent de simples réformes socio-économiques au profit de ceux-là qui vivent en dessous du seuil de pauvreté avec 300 dollars ou moins par année ne sont pas exclus.

Et pourtant, au moment même de la révolution française de 1789, « 20 % de la richesse française provenaient d'Haïti. Ce pays produisait plus de 75% du sucre dans le monde à lui seul et fut le premier producteur de coton dans le monde ». La grande presse omet de mentionner ces chiffres qui porteraient le citoyen lucide à s'intéresser aux causes de l'échec de la première république noire du monde. Ainsi, il découvrirait les mains sales des Etats-Unis et de la France directement impliquées dans la mise à sac d'Haïti.

L'impérialisme « est la dernière phase du capitalisme », ceci explique aujourd'hui sa violence aveugle et déterminée, ainsi l'exemple des bombardements Libyens est très révélateur. Ses ténors savent pertinemment, que son règne dépend de la violence. Car les mensonges traditionnels sont dépassés. Il n'y a plus de compromis possibles. Le monde d'aujourd'hui nous renvoie, par sa violence, à 50 ans en arrière. Quand Cuba imposait son défi en plein cœur des Caraïbes à la plus grande puissance capitaliste mondiale. La conjoncture actuelle rappelle les années 60 quand l'Afrique vivait « l'heure des embrasements ». En ces temps agités, il fait bon citer le visionnaire Amilcar Cabral : « Pour nous, la façon la plus efficace de critiquer l'impérialisme, quelle que soit sa forme, c'est de prendre les armes ». Il blesse de citer encore ces propos datant de 1966, tant ils sont toujoursd'actualité. Il n'y a pas de demi-mesure. Frantz Fanon, l'auteur de « les damnés de la terre », avait raison quand il définissait le néo-colonialisme comme une machine infernale de la violence qui dévore l'homme. Le seul moyen de l'arrêter est d'imposer une plus grande violence. Le retour à l'heure des brasiers.

Rien n'arrête les puissances impérialistes. Le suffrage universel qui fut considéré comme fer de lance de la propagande politique occidentale est vidé de son contenu sacré, pour parodier Praloto. Les élus ne jouissent plus de l'inamovibilité d'antan. Certains observateurs critiquent déjà la tenue même des élections dans le monde. A quoi cela sert d'appeler le peuple dans ses commices, si les sénateurs, députés, maires et présidents sortis victorieux des urnes n'arrivent plus à terminer un mandat légitime. De la même façon qu'est banalisé le christianisme, les élections sont aussi standardisées comme un exercice futile. Les exemples sont trop nombreux, parler d'une crise morale sans précédent qui frappe l'impérialisme ne fait plus l'objet de doute. Les cas de Salvador Allende au Chili, du « Front Islamique du salut » en Algérie, de Jean B. Aristide en Haïti, du Hamas en Palestine, du Honduras… invitent les penseurs à la réflexion concernant le futur de notre monde.

Suite à la page (16)

Suite de la page (4)

rencontre avec des investisseurs étrangers à New York en septembre dernier.

« La fenêtre d'opportunités est maintenant ouverte », ajouta-t-il l'un de ses collaborateurs. « Haïti a un nouveau Président et une nouvelle façon de penser les investissements étrangers et la création d'emplois ».

Le Président est nouveau et cela entraîne peut-être de nouveaux acteurs sur la scène, mais il n'y a pas grand-chose de neuf dans les plans. Une fois de plus, le gouvernement et le secteur privé haïtien, comme leurs patrons internationaux, vantent l'« avantage comparatif » des salaires de misère.

Les usines d'assemblage et les zones franches font partie du programme de « développement » d'Haïti depuis des décennies. Maintenant qu'ils ont accès à des milliards en financement, en prêts et en investissements privés, les gouvernements haïtien et étranger, et le secteur privé, sont en train de développer toute une série de zones manufacturières dans le cadre de la « reconstruction » du pays.

Pire, ils ont choisi une terre agricole fertile pour présenter leur projet modèle : un parc industriel géant, lourdement financé par les contribuables américains avec 124 millions $ US. Dans six mois, la grande compagnie de textiles Sae-A Trading, de la Corée du Sud, ouvrira ses portes. Pour ses eaux usées, ses usines utiliseront une rivière qui se déverse dans la fragile Baie de Caracol. En plus des dangers potentiels pour l'environnement haïtien déjà dévasté, cette nouvelle méga-usine coudra des millions de vêtements pour Wal-Mart, Target, GAP et autres chaines de vêtements américaines, ce qui probablement mettra plus d'ouvriers américains au chômage.

Aucun grand média, en Haïti ou à l'étranger, n'a couvert ces phénomènes ni d'autres qui ont été présentés comme une occasion « win-win » (« gagnante-gagnante ») pour les investisseurs étrangers et le peuple haïtien. En effet, plusieurs journalistes en sont presque des promoteurs.

Mais dans la « nouvelle » Haïti il y aura assurément des gagnants et des perdants. Ayiti Kale Je (AKJ) a passé des mois à enquêter, à mener plus de trois douzaines d'entrevues, à visiter des zones manufacturières et des travailleurs dans le nord-est et dans la capitale, et à analyser des douzaines de publications universitaires et de rapports, dont un document interne divulgué par un employé du Ministère de l'Environnement d'Haïti.

AJK a notamment constaté que :

- Les travailleurs gagnent moins aujourd'hui que sous la dictature Duvalier.
- Plus de la moitié du salaire quotidien est dépensée dans le repas et les frais de transport.
- Haïti et ses voisins ont tous essayé le modèle de développement des usines d'assemblage, en obtenant rarement les résultats attendus.
- On compte au moins six zones franches ou parcs industriels en développement pour Haïti.
- Le nouveau parc industriel du nord comporte des coûts et des risques : de grands mouvements de la population, une plus grande pression sur la nappe phréatique, la perte de terres agricoles et il sera construit en bordure d'une zone qui allait être classée « aire marine protégée ».

La semaine prochaine dans notre page du milieu nous nous étalerons beaucoup plus sur ce sujet avec les 7 parties de ce texte

1 – Salaires dans la « nouvelle » Haïti

2 - Anti-syndicalisme, pro-« course vers le bas »

3 - Pourquoi Haïti est si « attrayante»?

4 - Quel est le plan pour Haïti?

5 - Tremplin ou cul-de-sac? L'expérience des autres pays

6 – Le cas de Caracol

7- Le parc industriel de Caracol : Une situation « gagnante-gagnante » pour tous?

Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA) et les radios communautaires de l'Association des Médias Communautaires Haïtiens (AMEKA).

A suivre

Suite de la page (7) Affaire Martelly...

dernier. Dans cette correspondance, les députés ont démontré qu'ils ne sont pas sur la même longueur d'onde que les sénateurs, qui ont épargné le ministre de l'Intérieur d'une interpellation, telle que recommandée par la commission. Les députés ont indiqué que la Chambre basse est la principale concernée dans cette affaire. Ils estiment donc important que toute la lumière soit faite sur ce préjudices au corps législatif ce qui risque de déboucher sur une crise dont ils ne veulent pas être les spectateurs », ont-ils indiqué.

Du côté du président de la République, Michel Joseph Martelly, en guise d'excuses publiques recommandées par la commission, s'est adressé à la Nation, environ 24 heures après la présentation du rapport. Le mercredi 23 Novembre, dans son message préenregistré, Martelly a remercié les sénateurs et encourage les députés à emprunter la même voie. Il a annoncé également qu'il va s'asseoir avec les représentants des deux autres pouvoirs de l'Etat pour essayer de trouver une harmonisation entre l'Exécutif et le Législatif : « Durant ces dernières semaines le pays a traversé un mauvais moment, qui une fois encore a ralenti le processus de la bonne marche du gouvernement. N'oublions pas que l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire sont les trois pouvoirs de l'Etat, trois pouvoirs qui d'après la constitution font en sorte que le pays fonctionne correctement ; l'un complétant l'autre, dans ce sens, ils ne peuvent pas être dans la controverse. Aujourd'hui, il est important qu'ils s'entendent rapidement sur les grands dossiers de l'Etat qui vont permettre au pays de commencer à faire des réformes, qui doivent l'amener réellement sur le chemin du développement. A partir de cette semaine, je prends l'engagement de m'asseoir avec les représentants des trois pouvoirs de l'Etat, pour que nous puissions ensemble prendre de bonnes dispositions pour empêcher que ce type de situation ne se reproduise une fois de plus. »

Le président Martelly a parlé de cette affaire comme d'une catastrophe naturelle, d'un tremblement de terre et que personne n'était tenu pour responsable, alors que c'est lui-même le premier responsable. Le Premier ministre, Garry Conille quant à lui a encouragé tous les dirigeants impliqués dans cette affaire à tirer des leçons de ce qui s'était passé. Les médias de leur côté, voulaient à tout prix épargner cette Affaire à Martelly, tous ont titré. « L'Affaire Bélizaire » comme si c'était seulement le député Bélizaire qui avait tout seul provoqué cette affaire.

De toute évidence l'affaire Martelly-Bélizaire est d'ordre public, ils sont tous deux « élus du peuple », ce n'est plus une affaire de simples citoyens. Ce qui se cache derrière cette affaire est un projet politique et idéologique macabre, visant à détruire ou domestiquer l'un des trois pouvoirs de l'Etat et à exclure une classe sociale de la gestion des affaires de l'Etat.

La séquestration du député Arnel Bélizaire durant 24 heures fut une véritable gifle à la démocratie et à l'établissement d'un Etat de droit en Haïti. Un proverbe haïtien disait : « *Lè bab kamarad ou pran dife mete pa w alatranp*. »

Suite de la page (7)

s'étendre beaucoup plus vers la structure. » a-t-il indiqué.

En ce qui a trait à l'aide humanitaire, la déclaration et programme d'action de Viennent affirme que conformément à la Charte de Nations Unies et aux principes du droit international humanitaire, il est important et nécessaire de fournir une assistance humanitaire aux victimes de toutes les catastrophes naturelles ou causées par l'homme. Apres le tremblement de terre du 12 janvier 2010, il y avait un flot d'aide d'urgence apporté à la population victime. Dans les premiers jours qui suivaient le séisme, l'aide était militaro-humanitaire.

De l'aide d'urgence, on passait à l'aide au développement à travers des projets de développement, de reconstruction du pays dévasté. Cette catégorie d'aide est conditionnée par un projet politique de domination et d'exploitation impérialistes, d'où la création de la Commission Intérimaire de la Reconstruction d'Haïti (CIRH) par la loi d'Etat d'urgence. Et depuis lors, environ 4 milliards y ont été injectés, 87% passant par les ONG et 13% par les instances étatiques pour très peu de résultat. La population victime du séisme de 12 janvier vit toujours dans des conditions exécrables, leurs droits n'ont pas été respectés. La pauvreté et l'injustice s'y installent sous les yeux des occupants qui font leur beurre.

On a constaté que la première phase d'aide humanitaire après le 12 janvier était plus ou moins efficace, mais la deuxième phase d'aide au développement s'est révélée exécrable. Comment peut-on concevoir l'efficacité de l'aide au développement, quant au cours de l'année 2010, sur 120 millions de dollars déboursés pour aide publique au développement au pays du Sud, 69 millions sont retournés au pays du Nord sous forme de rémunération pour contractants des multinationales. C'est un véritable cadeau empoisonné. Il faut lutter pour changer le paradigme d'aide au développement dans les pays Sud, notamment Haïti pour qu'enfin, on soit arrivé à éradiquer la pauvreté, l'injustice et l'impunité dans tous les lieux ou ils fleurissent.

continued from p(9)

numerous violations like the lack of written contracts, the lack of proper record-keeping on hours worked, forced overtime and too much overtime, failure to grant proper paid leave, and failure to give proper lunch breaks. Better Work investigators also noted that there were no unions in any of the Port-au-Prince factories.

"*Better Work Haiti notes very significant challenges related to the rights of workers to freely form, join, and participate in independent trade unions in this industry in Haiti,*" the report said.

But while Better Work notes "*significant challenges*" regarding the right to organize, director Richard Lavallee admitted that his office can't do much to assist that situation, aside from file reports and make recommendations.

"*Better Work has a collaborative relationship*" with the factories, he told HGW. "*Coercitive power doesn't come from Better Work.*"

Incredibly, Lavallee told HGW that workers said they didn't understand the meaning of "*union.*"

"*When we interviewed workers to ask if they had colleagues who were fired because of trying to organize, we heard responses like, 'What is a union?'*" he said.

Whether or not Lavallee really believes that is possible, one thing is certain: factory owners and supervisors know which workers speak with Better Work investigators. Information in a report that criticizes a factory or certain supervisor would be easy to source. It is highly probable worker's exercise self-censorship.

That's certainly what workers told HGW.

Ginette Jean-Baptiste operates a sewing machine in Baker's One World Apparel. She was interviewed by HGW away from the workplace. She echoed what workers at Haiti's factories have said for decades: talking about unions and organizing can lead to a pink slip.

"*We can't make our demands heard at all,*" she told HGW. "*You can't talk about that even with each other because someone will tell on you and you'll get fired.*"

Decades of Union-Crushing

In 2004, when Batay Ouvriye (BO) was helping organize at the Dominican-owned maquila park CODEVI on the Haitian-Dominican border, hundreds of workers were laid off. BO and others claimed the lay-offs were a direct result of the organizing. But at the time, Baker, then vice president of the Association of Haitian Industries (ADIH), did not hesitate to defend the Dominican employers.

"*I'm very disturbed because as a Haitian, I'm trying to create jobs,*" he told Inter Press Service. "*These people [BO and its international supporters] are spreading lies on the Internet. This kind of thing kills our business here.*"

But they were not lies. And business was not "*killed.*"

continued on next issue

Suite de la page (7) Le Miracle...

pour notre hôpital, mais aussi pour la communauté voisine, qui en a besoin. Et aussi nous devons insérer dans touts nos travaux la formation des étudiants de médecine et des travailleurs de la santé. Et nous devons promouvoir la santé et l›éducation parmi la population que nous servons.

Alors vous voyez, nous travaillons dans des conditions difficiles.

RA: Lors de la conférence internationale des donateurs pour Haïti le 31 Mars 2010, Cuba a présenté un plan [3] selon lequel le monde pourrait aider Haïti à créer un système national complet de santé. Je crois que Cuba a mentionné un chiffre de 170 millions de dollars par an pour les cinq prochaines années afin d›établir un tel système. Est-ce que cette proposition a avancé, et quels sont les obstacles principaux à sa réussite?

JBE: Je pense qu'avec la collaboration de tous les pays, cela pourrait marcher. L'obstacle principal est la promesse non tenue (financière et autre). Le monde doit devenir plus actif dans l'accomplissement sans délai de ses accords et ses engagements envers Haïti [4].

RA: Avez-vous de l'espoir pour l'avenir d'Haïti?

JBE: Je suis très optimiste pour l'avenir d'Haïti. Comme Fidel a dit, «un monde meilleur est possible.» Les pays du monde doivent s'unir et aider Haïti à avoir un meilleur avenir.

Notes:

[1] La Brigade médicale Internationaliste cubaine d'Henry Reeves a été créée par Cuba en 2005 pour contribuer des secours médicaux au monde entier. Henry Reeves, est né aux Etats-Unis en 1850. En 1869, Reeves est arrivé à Cuba dans le cadre d›une force expéditionnaire bénévole des Etats-Unis pour aider Cuba dans sa lutte pour son indépendance de l›Espagne. Reeves a servi avec distinction dans l›armée cubaine pendant 7 ans et est mort au combat en 1876.

[2] Lors d›une visite à Cuba par le président haïtien Michel Martelly du 15 au 17 novembre 2011, les deux pays ont décidé d›élargir les services de sept hôpitaux et cinq centres de diagnostic mentionnés dans ce paragraphe.

[3] Sur le fond sur ces propositions de Cuba, voir ici et ici.

[4] Voir: Conseil de Sécurité discute Haïti: Le représentant de Cuba condamne l›ingérence étrangère, le 6 avril 2011.

Haïti Liberté, CHAN (anglais) | Haiti Chery (français)
Traduit de l'anglais par Dady Chery, Haiti Chery
Origine: Publié dans l'hebdomadaire Haïti Liberté, édition du 23 novembre 2011, et sur le site de CHAN

Une assistante d'Hillary Clinton prend la tête d'Amnesty International USA

Suzanne Nossel, ancienne assistante de Richard Holbrooke lorsqu'il était ambassadeur à l'ONU et actuelle assistante d'Hillary Clinton pour les organisations internationales, devient directrice exécutive d'Amnesty International USA. Elle s'est appliquée dans ses fonctions au département d'État à instrumentaliser les Droits de l'homme au service des ambitions impériales.

Mme Nossel avait travaillé par le passé pour Human Rights Watch, ainsi que pour Bertelsmann Media Worldwide et pour l'administration du Wall Street Journal.

Le Conseil d'administration d'Amnesty International USA a considéré que l'engagement de Suzanne Nossel au sein des administrations Clinton et Obama, était un gage de compétence et ne lui a pas tenu rigueur des crimes commis en Yougoslavie, Afghanistan, Irak, Liban etc.



Suzanne Nossel

Mme Nossel est à l'origine de diverses campagnes contre l'Iran, la Libye et la Syrie. Au cours des derniers mois, elle s'est illustrée en intoxiquant le Conseil des Droits de l'homme de Genève de manière à faire adopter par le Conseil de sécurité une résolution, autorisant la guerre contre la Libye. Les imputations de Mme Nossel, ont été démenties depuis.

Réseau Voltaire
23 novembre 2011

Russie: aide humanitaire au Nicaragua

Le premier lot de blé, octroyé au Nicaragua par la Russie à titre d'aide humanitaire, est parvenu au port de Corinto ce samedi, rapporte ITAR-TASS. 25.600 tonnes de blé ont été acheminés dans la république, a fait savoir le porte-parole du gouvernement nicaraguayen Rosario Murillo. « L›octroi par la Russie de blé humanitaire confirme le caractère fiable des rapports d›amitié et de coopération, qui existent entre la Fédération de Russie et la République du Nicaragua, a déclaré Mme Murillo. Le blé russe sera distribué contre des prix raisonnables et accessibles parmi les habitants nicaraguayens. »

Le coprésident nicaraguayen de la commission intergouvernementale Manuel Coronel dirigera la cérémonie officielle de réception du premier lot de blé russe qui aura lieu à Corinto ce samedi.

Au total 100.000 tonnes de blé d›alimentation sont à débloquer à titre d›aide humanitaire au Nicaragua des réserves du Fonds d›intervention des produits agricoles, des matières



100.000 tonnes de blé d'alimentation sont à débloquer à titre d'aide humanitaire au Nicaragua

premières et des vivres de la Fédération de Russie. Elles vont satisfaire les besoins intérieurs de ce pays latino-américain.

L›aide octroyée par la Russie au Nicaragua est d› «une portée inappréciable «, ont indiqué des responsables nicaraguayens.

Le pays a obtenu antérieurement à titre d›aide humanitaire 380 bus, fabriqués par l›usine de bus de Kourgan (Oural). Les autorités nicaraguayennes ont signé récemment avec la Russie un contrat d›achat de 225 autres véhicules du genre.

Voix de la Russie 27 Novembre 2011

Chavez annonce le rapatriement d'un premier chargement d'or au Venezuela

Le président Hugo Chavez a annoncé qu'un premier convoi d'or arriverait vendredi au Venezuela depuis l'étranger, trois mois après avoir indiqué que toutes les réserves en or de la Banque centrale vénézuélienne déposées hors du pays y seraient rapatriées. « Aujourd›hui arrive le premier avion avec les premières réserves d›or », a affirmé M. Chavez, ajoutant qu›il avait ordonné



Le président Hugo Chavez

aux «forces armées de protéger» le chargement, qui sera transféré «en convoi» au siège de la Banque centrale.

« Cet or revient à l›endroit d›où il n›aurait jamais dû sortir, dans les coffres de la Banque centrale du Venezuela, et non dans ceux de la banque de Londres, ou des Etats-Unis ou d›Angleterre », a poursuivi le président, sans préciser le provenance de la cargaison, ni les prochaines étapes du rapatriement des réserves.

M. Chavez avait ordonné en août le rapatriement des 211,35 tonnes d›or que le Venezuela détenait à l›étranger, valorisées à environ 11 milliards de dollars (8,2 milliards d›euros). Plus de 80% de ces stocks étaient déposés au Royaume uni, principalement dans les coffres de la Bank of England.

Le pays sud-américain occupe le 15e rang mondial des réserves d›or, avec plus de

Suite à la page (16)

Unasur : vers une dédollarisation des échanges

En vue de la prochaine réunion le 3 décembre des Présidents des pays membres de l'Unasur, le Conseil Sud-américain d'Economie et de Finances de l'Unasur qui s'est tenu à Buenos Aires cette semaine, a validé un certain nombre de thèmes au coeur de la rencontre de Caracas

Par Estelle Leroy-Debiasi



Les Présidents des pays membres de l'Unasur qui va se tenir le 3 décembre à Caracas, au Venezuela

Les pays de l'Unasur doivent travailler ensemble pour amortir autant que possible l'impact de la crise ; ils doivent miser sur des politiques communes et des mesures leur permettant d'augmenter et de faciliter le commerce intra-régional, à l'instar du développement de la Banco del Sur, ou du recours à une monnaie commune pour les transactions intrarégionales.

Voilà deux des principaux axes de la prochaine réunion des Présidents des pays membres de l'Unasur qui va se tenir le 3 décembre à Caracas, au Venezuela. « Si nous parvenons à avancer nous aurons non seulement une réponse adéquate à la conjoncture, mais aussi un nouvel ordre dans nos pays afin d'aller au delà du court terme » a souligné le ministre argentin de l'économie Boudou. La coordination des politiques économiques entre les membres de l'Unasur fait partie de la stratégie régionale pour faire face à la crise.

Concernant la Banco del Sur, il ne manque plus que le vote à la chambre des députés de l'Uruguay, pour passer à la vitesse supérieure. L'Uruguay sera ainsi – aux cotés du Venezuela, Equateur, Bolivie et Argentine - le cinquième Etat ayant approuvé l'organisme, ce qui représentera 66,3% du capital, et permettra d'activer la mise en œuvre de cette institution financière régionale , dotée d'un capital total de 20 milliards de dollars. La Secrétaire générale de l'Unasur, la colombienne María Emma Mejía, s'est dite confiante « en ce que d'ici le 15 décembre, la Chambre des Députés de l'Uruguay approuve le projet de création de cet organisme régional, ce qui a été déjà fait au Sénat ».



La Secrétaire générale de l'Unasur, la colombienne María Emma Mejía

Quant aux mécanismes financiers possibles pour substituer une autre monnaie au dollar dans les transactions entre les pays membres de l'Unasur, plusieurs options existent. Il s'agit de la création d'un ou de plusieurs systèmes de paiement et de compensation efficients afin de diminuer le temps et le coût des transactions dans le commerce intra-régional. C'est déjà le cas entre le Brésil et l'Argentine, à la suite d'un accord signé en 2006, et en vigueur depuis 2008, avec le système SML. Un autre mécanisme existe aussi entre les pays de l'Alba avec le Sucre.

Autre thème à débattre, la coordination des pays membres dans l'usage des réserves de change, comme fonds anticyclique, alors qu'elles ont atteint 600.000 millions de dollars. L'objectif est d'avoir un outil qui peut assister les pays membres s'ils sont l'objet de spéculations financières sur leur monnaie. « Il y a trois postures différentes sur la proposition de cordonner la gestion des réserves. Toutefois le thème est retenu », a poursuivi Boudou, qui a ajouté « il est important de montrer que dans la région il y a un consensus pour affronter une crise qui aura un impact global ».

Enfin, la Secrétaire Générale de l' Unasur, a rappelé que le 30 novembre, à Brasilia, les ministres de l'Infrastructure vont finaliser un ambitieux plan régional, qui a demandé dix ans de collaboration et qui participera vraiment à l'intégration de la région « avec 31 programmes d'actions prioritaires sélectionnés pour un investissement de 16 milliards de dollars ». Il favorisera l'accès aux services publics et aux infrastructures.

El Correo avec Télamet Pàgina 12, ris 27 novembre 2011

Suite de la page (13) Le Honduras...

qu'évoque Obama dans la déclaration ci-dessus est venue d'autres pays, principalement des gouvernements de centre-gauche en Amérique du Sud. Les États-Unis étaient de l'autre côté, luttant- finalement avec succès- pour légitimer le gouvernement issu du coup d'État par des « élections » que le reste de l'hémisphère a refusé de reconnaître.

En mai de cette année, Zelaya a déclaré publiquement que ce que la plupart de ceux qui avaient suivi les événements avaient déjà deviné : Washington était derrière le coup d'État et avait aidé à le préparer. Alors que personne ne se donnera jamais la peine d'enquêter sur le rôle des États-Unis dans le coup d'État, ces allégations sont tout à fait plausibles, étant donné le grand nombre d'indices disponibles.

Porfiro Lobo est arrivé aux affaires en janvier 2010, mais la majorité des pays de l'hémisphère ont refusé de reconnaître le gouvernement parce que les élections ont eu lieu dans des conditions de sérieuses violations des droits de l'homme. En mai 2011, un accord a finalement été obtenu à Cartagena, en Colombie, accord qui a permis au Honduras de réintégrer l'Organisation des États Américains. Mais le gouvernement Lobo n'a pas tenu ses engagements de Cartagena ; entre autres sur les garanties concernant les droits de l'homme de l'opposition politique.

Ci-dessous voici deux exemples des meurtres politiques ayant eu lieu durant la présidence de Porifiro Lobo et répertoriés par le Chicago Religious Leadership Network on Latin America (CRLN), : « Pedro Salgado, vice-président du Mouvement Unifié des Paysans de l'Aguan (MUCA) a été tué et décapité aux environs de 20h00 chez lui, sur la propriété de l'entreprise coopérative La Concepcion. Son épouse, Reina Irene Mejia, a été également abattue au même moment. Pedro avait subi une tentative de meurtre en décembre 2010 [...]. Salgado, comme les présidents de toutes les coopératives essayant de faire valoir leur droit sur les terres utilisées par les hommes d'affaires africains du secteur de l'huile de palme, ont fait l'objet de menaces de mort constantes depuis le début de l'année 2011. »

Le courage de ces militants et dirigeants face à une violence et une répression si horribles sont impressionnants. Beaucoup des meurtres de l'année dernière ont eu lieu dans la Vallée de l'Aguan, au Nord-Est, où de petits paysans luttent pour les terres et pour leurs droits contre l'un des plus grands propriétaires terriens du Honduras, Miguel Facussé. Il produit des agrocarburants dans cette région de lutte pour la terre. Il est proche des États-Unis et a été un soutien important pour le coup d'État de 2009 contre Zelaya. Ses forces de sécurité privées, avec la police et l'armée, soutenues par les États-Unis, sont responsables de la violence politique dans la région. L'aide des États-Unis à l'armée hondurienne a augmenté depuis le coup d'État.



De récentes fuites de câbles diplomatiques étasuniens publiées par Wikileaks montrent que les fonctionnaires étasuniens savent depuis 2004 que Facussé trafique aussi de grandes quantités de cocaïne. Dana Frank, professeur à l'Université de Californie à Sant Cruz, spécialiste du Honduras, a résumé cela pour The Nation le mois dernier : « Les fonds et l'aide à la formation fournis par les États-Unis dans le cadre de la « guerre à la drogue » sont, en d'autres termes, utilisés pour soutenir des trafiquants de drogue connus dans leur guerre contre les petits paysans ».

La militarisation de la guerre de la drogue dans la région est aussi en train de pousser le Honduras, un pays qui a l'un des plus hauts taux de meurtre au monde, sur la même voie désastreuse que le Mexique. Le New York Times rapporte que 84% de la cocaïne qui arrivent aux États-Unis passent désormais par l'Amérique Centrale, contre 23% en 2006, quand Calderon est arrivé à la présidence du Mexique et a lancé sa guerre à la drogue. Le Times note également que « les fonctionnaires étasuniens disent que le coup d'État de 2009 a d'un seul coup ouvert la porte aux cartels [de la drogue] » au Honduras.

Quand j'ai voté pour Barack Obama en 2008, je n'imaginais pas une seconde que son legs à l'Amérique Latine serait le retour sur le devant de la scène de gouvernements ayant recours à des escadrons de la mort, comme ceux que Ronald Reagan a si vigoureusement soutenus dans les années 1980. Mais il semble que ce soit le cas au Honduras.

L'administration Obama a jusqu'ici ignoré les pressions exercées par les membres démocrates du Congrès pour le respect des droits de l'homme au Honduras. Ces efforts continueront, mais le Honduras a besoin de l'aide de l'Amérique du Sud. C'est l'Amérique du Sud qui a mené les efforts pour faire machine arrière après le coup d'État de 2009. Même si Washington a fini par gagner, elle ne peut abandonner le Honduras tandis que des gens ressemblant à la base militante de ses gouvernements sont assassinés par un Etat soutenu par les États-Unis.

Source: Progreso Weekly/ The Guardian, 18 novembre 2011
Traduit de l'anglais par Marc Harpon
Changement de Société 25 novembre 2011

Suite de la page (13) La délinquance...

Le cas haïtien est le laboratoire indispensable permettant de comprendre l'affermissement de l'impérialisme dans la délinquance. Ayant accompli deux interventions militaires dans ce pays des Caraïbes en moins d'une décennie, cela requiert une étude nécessaire pour pénétrer la nature du mal dont souffre l'occident et dont le peuple haïtien est en train de faire les frais. Car l'impérialisme n'arrive plus à respecter sa propre doctrine que hier encore il présentait comme les prémices indispensables à l'évolution de l'homme du présent et du futur. Le 16 décembre 1990, des élections honnêtes furent organisées en Haïti. L'international, comme une seule voix salua le succès fulgurant de ces joutes qui portèrent un adepte de la théologie de la libération au pouvoir. 7 sept mois plus tard, il fut renversé par un coup d'état ayant fait plus de 5000 tués, et dont nous venons de commémorer les 20 ans. Réélu en 2001, Jean B. Aristide fut encore victime d'un autre coup d'état. Cette fois-ci, l'impérialisme américain, allié au français, fit son apparition sans masques pour arrêter manu militari et embarquer le président légitime dans un avion militaire pour l'Afrique. C'est-à-dire loin du théâtre politique haïtien. Pendant 7 ans, des valets défilent au pouvoir répondant simplement aux dictées du cercle impérialiste élargi, dont le Brésil, le dernier bourreau du peuple haïtien. L'impérialisme est hypocrite, sinon, il se déclarerait en faillite et remettrait les rênes du pouvoir aux alternatives populaires. Parler ainsi, c'est mal connaître l'histoire de l'humanité. Au contraire, l'impérialisme préfère déclarer d'autres guerres mondiales pour continuer l'agonie de l'homme.

Il y a des observateurs haïtiens qui, confus dans leurs réflexions, estiment que les Etats-Unis règlent un problème spécial avec Haïti. Si apparemment cette lecture fait du sens, par contre elle néglige toute une série d'événements politiques macabres inhérents à l'évolution de l'impérialisme à travers l'histoire. Son objectif est de subjuguer l'homme dans sa totalité. Le problème ne se pose pas en termes de peuple, c'est une doctrine globale qui ambitionne de tout contrôler en multipliant les victimes. L'état d'Haïti est un souffre-douleur du même système qui a endeuillé les peuples de Panama, du Chili, d'Iran, de Honduras, de la Libye, de l'Irak, de la Palestine etc. C'est pourquoi, à côté des luttes nationales, aujourd'hui il faut une mobilisation internationale de soutien aux peuples en rébellion. L'impérialisme, de par nature, est global. Il est affecté par une sorte de luxure subjuguée par un appétit insatiable de ressources de toutes sortes, territorial, matières premières, mines, cerveaux…Haïti est un autre martyr. Cependant, l'impérialisme, dans sa course effrénée, tient bien compte des réalités socio-historiques de chaque peuple en particulier. Ceci est basé sur l'ensemble des prouesses accomplies, les faits d'armes, les révolutions, les réalisations, les mouvements culturels et idéologiques. Ce qui vérifie la théorie dite de « *manifest destiny* ». Donc, Haïti peut être frappée durement, à cause du triomphe de la première révolution anti colonialiste, anti esclavagiste et anti raciste dans le monde. A part quoi, les peuples Libyen, Irakien, Palestinien, Cubain…connaissent les mêmes sorts que ceux d'Haïti, donc la violence et l'hypocrisie sortent des entrailles de l'impérialisme.

Bill Clinton, l'ancien président américain, est l'agent spécial de l'impérialisme en Haïti. Il a non seulement choisi Michel Martelly comme président, il le conseille, nomme ses ministres et premier ministre, rédige ses textes et, quand l'assistance ne se met pas debout pour acclamer son poulain, il le fait lui-même en bon *Pom-pom girl*. Comme ce fut le cas le 19 septembre dernier à New York, lorsqu'il eut à déclarer, devant un public d'hommes et femmes riches, qu'il avait « attendu 30 ans pour entendre, enfin, un chef d'état haïtien définir avec autant de convictions et de minuties les priorités de son pays ». Si on ne connaissait pas l'orientation sexuelle prouvée de Bill Clinton, notamment a travers l'affaire de Monica Lewinsky, on pourrait interpréter ses excès de zèle comme quelqu'un qui a « les yeux de Chimène » pour Martelly.

Le professeur américain de sciences politiques, Thomas R. Dye, définit la politique « comme l'étude de qui est bénéficiaire de quoi, quand et comment ». Donc, l'implication de Bill Clinton dans les affaires politiques haïtiennes sous forme d'humanitarisme est en contradiction avec la « real politic ». Il joue magistralement au « maître blanc » détenant les clés du paradis permettant aux « nègres » d'accéder au développement économique, progrès social et technologique. Comme tout envahisseur, Clinton s'est fait entourer des bourgeois du secteur des affaires et conservateurs de la classe politique haïtienne. Cela donne une idée de l'objectif du monsieur. La vérité est que rien ne se fait pour rien.

Au cours de l'année 2006, Renu Mehta, une autre riche de la classe dominante anglaise organisa un « fund raising », réunissant des super riches du monde, pour recueillir de l'argent dans le but de faire avancer la cause charitable. Bill Clinton fut retenu comme « keynote speaker ». Les riches donnèrent jusqu'à 1.5 million de dollars en cette occasion. Cependant, on tira 450.000 dollars de cette somme pour payer les sacrés services de l'ancien président américain. Une certaine frange de la presse parvenant à être au courant de cette somme versée à Clinton, cria au scandale. Après les activités, l'organisatrice, madame Renu Mehta eut à déclarer ce qui suit pour calmer les esprits et se blanchir elle-même: « Nous faisions de la charité, il ne viendrait pas si nous ne lui avions pas payé cette somme » ; elle poursuivit pour ajouter que : « Si nous avions chargé moins, nous pourrions donner beaucoup plus ». L'engagement de Clinton en Haïti mérite d'être interrogé et, il y a des rumeurs persistantes qui circulent à Port-au-Prince, comme quoi sa fille, Chelsea Clinton, aurait occupé une fonction au sein de la commission intérimaire pour la reconstruction, CICR, que co-préside Mr Clinton. Toutefois, à côté de ces intérêts mercantiles, il y a d'autres raisons qui sont liées à la politique hégémonique de l'empire dans l'hémisphère qu'il faut considérer aussi.

Si on fait une brève analyse du paysage politique au niveau de l'hémisphère américain, on constate ipso facto l'existence d'une rébellion à faible intensité en vue d'une reformulation de la donne politique au niveau régional. Cette nouvelle réalité politique et sociale est agitée par des organisations et leaders de gauche dont l'objectif est de rapatrier les décisions politiques et économiques liées à leurs destins de peuple. L'impérialisme ne chôme pas, il veut renverser la tendance citoyenne en progression dans le monde, plus particulièrement en Amérique Latine.

Entre-temps, les massacres se poursuivent. Plus de 100.000 morts en Libye, pour la dernière sortie guerrière en date, la destruction du pays est totale, en particulier Tripoli, la capitale. Le peuple Libyen, sous couvert de la démocratie, fait marche arrière. L'impérialisme ne laisse d'autres choix aux peuples que l'affrontement. Libération ou la mort !

Entre-temps les propagandes se multiplient pour dissuader les citoyens d'adopter des mesures radicales. Si pendant la guerre froide, le slogan assassin était l'épithète de communiste, aujourd'hui le mot magique est terroriste. Il faut toujours manipuler l'opinion publique autour des thèmes d'effroi pour s'assurer de leur participation dans le massacre. La violence symbolique engendre toujours la férocité meurtrière. Le 21e siècle a mal débuté. L'alibi fondamental dont avait besoin l'impérialisme lui a été fourni dans l'attentat du 11 septembre 2001. Dans l'intervalle, on procède au désarmement virtuel et réel de tous les citoyens sous la rubrique de lutte anti-terroriste. Si tous les marchés des pays occidentaux sont libres, à l'exception du marché des armes, il est monopolisé par les impérialistes.

Cette phase de délinquance de l'impérialisme est la plus dangereuse. Toutes les autres options se sont tues pour faire émerger la dialectique des armes. De l'autre côté, il y a les mouvements citoyens mondiaux qui symbolisent l'espoir et le futur de l'humanité et qui ne chôment plus. D'où la nécessite de lutter pour réduire le fossé qui sépare la presse indépendante de celle des riches afin de rééquilibrer la balance de la lutte psychologique. La résistance reste la seule option viable pour contrecarrer la marche impériale, surtout en ce temps précis de délinquance.

Suite de la page (11)

Les forces politiques en Grèce : résultats électoraux et tendances récentes

Les dernières élections législatives ont eu lieu en octobre 2009. Le PASOK en est sorti vainqueur avec 44 % des voix, l'un de ses meilleurs résultats depuis les années 1990, et 160 sièges (sur les 300 que compte le Parlement). À noter que dix députés ont déserté les rangs du PASOK depuis le vote du mémorandum conclu entre le gouvernement et la Troïka (BCE, UE, FMI), en mai 2010, dont sept ont gardé leur siège, ce qui porte les effectifs du groupe parlementaire du PASOK à 153 députés, qui correspond aux voix reçues par le gouvernement sortant de Papandréou lors du vote de confiance du 4 novembre.

La Nouvelle Démocratie (droite) a obtenu 33,4 % des voix, le plus mauvais résultat de son histoire. Avec 5,6 %, l'extrême droite du LAOS (Rassemblement Populaire Orthodoxe) a progressé sensiblement depuis les élections précédentes (+1,8 %).

Les écologistes, qui affichent un profil « centre-gauche moderne », social-libéral sur les questions économiques, ont obtenu 2,53 %.

À gauche du PASOK, le Parti Communiste (KKE) a obtenu 7,6 %, en recul de 0,6 % sur les résultats de 2007, et la Coalition de la gauche radicale (Syriza) 4,6 %, en recul de 0,4 % sur les résultats de 2007. Syriza regroupe une dizaine de composantes (qui vont du maoïsme au trotskisme en passant par des sensibilités « mouvementistes ») dont la principale est Synaspismos (Coalition de gauche), issue de deux scissions successives du KKE (1968 et 1991). À noter qu'une bonne partie des organisations de la gauche radicale et de l'extrême gauche grecque sont également issues de scissions ou de départs collectifs du KKE.

L'extrême gauche a présenté trois listes, totalisant 0,7 %. La principale composante, Antarsya (0,36 %), est un regroupement d'une dizaine d'organisations, qui a enregistré des résultats souvent significatifs lors des élections municipales et régionales de 2010 (notamment 2,3 % dans la région capitale et 3 % dans la ville d'Athènes). Ces élections ont été d'une manière générale marquées par une poussée de la gauche radicale, essentiellement du KKE, qui est passé de 10 à 14,4 % dans la région capitale (Athènes-Pirée et leurs banlieues), qui regroupe un tiers de l'électorat total, et atteignit 11 % des voix exprimées au niveau national.

Actuellement, les sondages font apparaître une large défiance de l'électorat vis-à-vis des partis politiques, un tiers environ des personnes interrogées refusant d'indiquer une préférence, et une nette tendance à la fragmentation du paysage politique. Sur la base de projections effectuées à partir des réponses données par les personnes indiquant un choix, la fourchette des estimations est de 18 à 22 % pour le PASOK, de 30 à 33 % pour la ND et de 6 à 8 % pour le LAOS, auxquels il convient d'ajouter les 2 % dont est habituellement créditée l'organisation néonazie Aurore Dorée (qui a obtenu 5 % à Athènes aux municipales de 2010).

Les petites formations de centre-gauche, sont créditées de 3 à 4 % pour les écologistes, et de 3 à 5 % pour la Gauche démocratique, créée par des dissidents de Synaspismos qu'ils accusent de « dérive gauchiste ». Syriza est estimé entre 7 et 10 %, le KKE de 10 à 13 % et Antarsya entre 1 et 2 %. Sur la base de ces estimations, aucun parti n'obtiendrait de majorité en sièges au Parlement.

Notes

[1] Marx ajoutait ceci, qui sonne étrangement actuel : « l'endettement de l'État était d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui régnait et légiférait par l'intermédiaire des Chambres. En fait, le déficit de l'État était l'objet même de sa spéculation et la source principale de son enrichissement. À la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Et chaque nouvel emprunt offrait à l'aristocratie financière une nouvelle occasion d'escroquer l'État, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de négocier avec ses banquiers dans les conditions les plus défavorables », Karl Marx, Les luttes de classes en France, « Folio », Gallimard, 2002, p. 11-12.

[2] Selon les données disponibles, qui portent sur 300 milliards d'un total de 360 milliards d'euros de la dette souveraine du pays, 146 milliards, soit près de la moitié, sont détenus par les banques et institutions financières de l'UE, auxquels s'ajoutent 42 milliards détenus par le FMI et les banques hors UE, le reste, soit environ un tiers de la dette totale, dont l'allocation est connue étant détenue par des banques et autres institutions grecques. Cf. Research on Money and Finance, Breaking Up ? A Route Out of the Eurozone Crisis, novembre 2011, p. 71.

[3] Le correspondant de Libération l'a bien vu : « la décision de Papandréou […] est le résultat d'une érosion inéluctable du gouvernement, qui, après deux années d'une très sévère politique d'austérité, se trouve confronté à une pression insoutenable. Dans la rue, comme en témoignent les grèves quotidiennes dans divers secteurs de l'économie et les immenses cortèges de manifestants qui bloquent régulièrement les rues d'Athènes, ou au Parlement, où la contestation a progressivement gagné les rangs du PASOK », Philippe Cergel, « Papandréou, un pari fou », Libération, 2 novembre 2011.

[4] Sur ce moment cf. Stathis Kouvélakis, « Le chaudron grec », 20 juin 2011.

[5] Selon les estimations les plus sérieuses, les manifestations ont rassemblé environ 300 000 personnes à Athènes et au moins un demi-million dans l'ensemble du pays (qui compte 10,5 millions d'habitants). Les cortèges étaient particulièrement imposants dans les villes de province et la grève a paralysé l'ensemble du secteur public et la plupart des grandes entreprises. La quasi-totalité du petit commerce et une bonne partie des PME s'était jointes au mouvement à l'initiative des patrons.

[6] Dimitris Kotsaridis, secrétaire de l'Union Locale de Vironas (banlieue d'Athènes) du Syndicat des Ouvriers du Bâtiment, 53 ans, est sans doute décédé suite à des problèmes cardiaques probablement déclenchés par les gaz lacrymogènes lancés par la police dans la confusion qui a suivi les incidents. L'enquête sur les circonstances de son décès est en cours.

[7] La fête nationale du 28 octobre commémore le « non » du gouvernement grec à l'ultimatum lancé par Mussolini en 1940. Lors de la guerre gréco-italienne qui s'en est suivie, les troupes grecques, galvanisées par un esprit de résistance venant d'en bas, ont remporté des victoires éclatantes sur le territoire albanais, les premières des forces antifascistes lors du conflit mondial. Il a fallu l'attaque de la Wehrmacht au printemps 1941 pour faire fléchir la résistance grecque et aboutir à l'occupation du pays par les armées de l'Axe. Cette journée est commémorée par un défilé militaire, prévu cette année à Thessalonique, et par des défilés de lycéens et de corps civils dans l'ensemble des communes du pays.

[8] Y compris le président de la République, Karolos Papoulias, personnage symbolique, issu de la vieille garde du PASOK et plutôt respecté. Son départ des tribunes officielles à Thessalonique a entraîné l'annulation du défilé militaire, mais les lycées, les cortèges de civils et les réservistes ont défilé, souvent poing levé, sous les acclamations de la foule.

[9] Alain Salles, « Le coup de poker de Georges Papandréou », Le Monde, 2 novembre 2011.

[10] Cf. Alexander Kentelenis et alii, « Health Effects Of Financial Crisis: Omens of a Greek Tragedy », The Lancet, vol. 378, n° 9801, 22 octobre 2011, p. 1457-1458.

[11] Les citations de Gramsci sont extraites du cahier 13, § 23. Cf. Antonio Gramsci, Cahiers de prison. Cahiers 10, 11, 12, 13, Gallimard, 1978.

[12] Le cas typique étant sans doute celui des cabinets Brüning dans la république de Weimar finissante, qui ouvrirent la voie à la prise du pouvoir par les nazis.

[13] Il s'agit du groupe constitué par les ministres de l'Éducation Anna Diamantopoulou, de la Santé Andréas Loverdos et du vice-ministre de la Défense Giannis Ragousis. Dans une tribune commune publiée le 16 octobre, ils ont défendu une mise en œuvre intégrale et musclée des paquets d'austérité, prôné une ligne d'affrontement assumé avec le mouvement syndical (« les corporatismes sont notre adversaire »), ainsi qu'avec ceux qui ne défendent que de façon « tiède » les mesures adoptées, et laissé planer des menaces quant à un éventuel « massacre » si l'« autorité de l'État » n'était pas rapidement rétablie.

[14] Cf. Lucas Papademos, « Forcing Greek Restructuring Is Not The Answer », The Financial Times, 23 octobre 2011.

[15] Propos cités in Clément Lacombe et Allain Salles, « M. Papadémos désigné premier ministre en plein chaos politique et économique », Le Monde, 12 novembre 2011.

[16] Cf. Naomi Klein, La stratégie du choc. La montée du capitalisme du désastre, Actes Sud, 2008.

[17] Cf. Antoine Schwarz, « La gauche française bute sur l'Europe », Le Monde diplomatique, juin 2011.

[18] Ce courant a recueilli 31 % des voix des délégués lors du 6e congrès du parti en juin 2010. Il est largement majoritaire parmi l'aile syndicale. Trois députés sur neuf, ainsi que l'élu de Syriza au parlement européen sont affiliés à ce courant.

[19] Il s'agit de l'Initiative des Syndicats de Base et des Comités de Citoyens, un réseau de syndicalistes, élargi à des militants de quartiers et des initiatives citoyennes, qui réunit les syndicalistes du Courant de gauche de Synaspismos, ceux d'Antarsya et ceux du Front pour la Solidarité et la Rupture. Ses cortèges servent de point de convergences aux ailes combatives du mouvement syndical.

[20] Mark Mazower, « Democracy's Cradle, Rocking the World »

Stathis Kouvélakis est enseignant en philosophie politique au King's College de l'université de Londres.
Contretemps, 15 novembre 2011



L'encerclement du Parlement le 20 octobre dernier par des manifestants



L'ex-Premier ministre Georges Papandréou

Missiles : Rasmussen « très déçu » par la réaction de Moscou

Le possible déploiement de missiles russes à proximité des pays membres de l'Otan en riposte à la mise en place des missiles états-uniens (système dit « bouclier antimissiles » pour faire croire qu'il s'agit d'un matériel défensif) en Europe est « très décevant », a déclaré mercredi le secrétaire général de l'Alliance atlantique Anders Fogh Rasmussen.

M. Rasmussen a toutefois salué « la volonté du président Medvedev de ne pas fermer la porte à la poursuite du dialogue avec l'Otan et les États-Unis », lit-on dans un communiqué rendu public mercredi soir par l'Alliance.

Le secrétaire général commentait la menace du président russe Dmitri Medvedev de déployer dans l'ouest et le sud de la Russie des systèmes offensifs modernes, qui —en cas de guerre— garantiraient la destruction des installations européennes du « bouclier antimissiles » si les États-Unis poursuivaient son déploiement.



Le secrétaire général de l'Alliance atlantique Anders Fogh Rasmussen

Réseau Voltaire 25 novembre 2011

Le mur entre Mexique et USA prolongé



Mexique: A la barrière de séparation, sont accrochés des cercueils colorés sur lesquels figurent le nombre de personnes qui sont mortes en tentant d'immigrer clandestinement aux Etats-Unis

Les Etats-Unis vont prolonger dans les eaux du Pacifique la barrière qui les sépare du Mexique, afin d'empêcher les immigrés clandestins d'entrer dans le pays en profitant de la marée basse, a annoncé la police des frontières. Les autorités vont investir 4,3 millions de dollars pour remplacer une vieille barrière séparant les villes de Tijuana (Mexique) de celles de San Diego (Etats-Unis). Le nouvel ouvrage, de six mètres de haut, s'étendra sur près de 400 m, dont 90 m en mer. Il doit être achevé en mars prochain. Les candidats à l'immigration parvenaient à contourner la frontière par mer en utilisant des planches de surf ou des jet-skis, voire tout simplement en marchant sur la plage à marée basse.

Jdd 29 Novembre 2011

Suite de la page (15)

365 tonnes, selon des chiffres officiels. Parmi elles, 154 sont déposées à la

Banque centrale vénézuélienne. « C›est la réserve économique de nos enfants qui vient d›être augmentée et qui continuera d›être augmentée » a affirmé M. Chavez, candidat à un troisième mandat présidentiel en octobre 2012, promettant que le pays deviendrait «une puissance économique, mais pour le peuple pas pour la bourgeoisie».

Cet été, le président vénézuélien a également affiché son intention de récupérer quelque 6,2 milliards de dollars - en liquide ou en bons échangeables - conservés dans des établissements bancaires suisse, britannique, français et américains ou de les transférer vers des institutions de pays «amis» (Chine, Russie, Brésil).

Les Echos 25 novembre 2011

Suite de la page (12)

respectifs pour appliquer ou faire appliquer les politiques ainsi approuvées par consensus. L'objectif initial du groupe était l'instauration d'un « Nouvel ordre économique international » [ce qu'on appelle aujourd'hui la mondialisation]. Son discours actuel encourage une « coopération plus étroite entre les régions industrialisées démocratiques dominantes du monde, qui assument des responsabilités partagées dans la conduite d'un système international élargi ».

Depuis l'administration Carter, les membres de la Commission trilatérale ont exercé leur influence à de hauts postes contrôlés par le gouvernement des États-Unis : six des huit derniers présidents de la Banque mondiale ; les présidents et les vice-présidents des États-Unis (à l'exception d'Obama et de Biden) ; plus de la moitié de l'ensemble des secrétaires d'État des États-Unis ; et les trois quarts des secrétaires à la Défense.

Durant la période 2009-2012, l'agenda de la Commission reposera sur deux grandes convictions. Premièrement, la Commission trilatérale est appelée à jouer un rôle plus important que jamais pour préserver la direction partagée des pays riches dans un système international élargi. Deuxièmement, la Commission « élargira son cadre pour refléter des changements plus vastes dans le monde ». Ainsi, le Groupe japonais s'est transformé en Groupe Asie-Pacifique, qui inclut des membres venus de Chine et d'Inde, tandis que des personnalités du Mexique ont rejoint le Groupe Amérique du Nord (Canada et États-Unis). Et le Groupe Europe continue d'augmenter avec l'élargissement de l'Union européenne.

Mise à jour de Patrick Wood (d'August Review.com)

La question de l'« influence indue » nous interpelle, lorsque l'on constate le nombre de membres de la Commission trilatérale nommés à des postes élevés au sein de l'administration Obama. Ils ont la mainmise sur des domaines liés à nos besoin nationaux les plus urgents : crise financière et économique, sécurité nationale et politique extérieure.

Le conflit d'intérêts est flagrant. Avec 75 % des membres non-US, quelle influence cette écrasante majorité continue-t-elle d'exercer sur les 25 % restant ? Par exemple, lorsque Chrysler s'est placé sous la protection et le contrôle de la loi états-unienne sur les faillites dans le cadre du plan de sauvetage de l'administration Obama, un accord a été conclu à la hâte avec le groupe italien Fiat pour sauver cette compagnie. La personne désignée pour conclure l'accord fut le secrétaire au Trésor ou ministre des Finances Timothy Geithner, membre de la Commission trilatérale. Seriez-vous surpris si on vous disait que le président de Fiat, Luca di Montezemolo, est lui aussi un membre de la Commission ? Le Congrès aurait dû interdire ce partenariat au moment où il a été suggéré.

Beaucoup des membres européens de la Commission trilatérale sont aussi de hauts dirigeants de l'Union européenne. À quelles oscillations politiques et économiques sont-ils soumis par la branche états-unienne ?

Si on faisait un sondage sur la question, la grande majorité des ressortissants US diraient que les affaires des États-Unis leur appartiennent, et qu'ils doivent se fermer à toute influence étrangère dictée par des programmes non étasuniens. Mais l'immense majorité des citoyens US n'a pas la moindre idée de ce qu'est la Commission trilatérale, et encore moins de l'énorme pouvoir qu'elle a usurpé depuis 1976, quand Jimmy Carter a été le premier membre de la Trilatérale élu président des États-Unis.

À la lumière de la crise financière actuelle sans précédent, les « trilatéralistes » seraient voués à l'exécration s'ils lisaient les déclarations de Zbigniew Brzezinski (cofondateur de la Commission avec David Rockefeller) consignées dans son livre paru en 1971 intitulé « Entre deux âges : le rôle de l'Amérique à l'ère technotronique ». Brzezinski signalait : « La nation-État, en tant qu'unité fondamentale de la vie organisée de l'homme, a cessé d'être la principale force créatrice : les banques internationales et les corporations transnationales sont [à présent] les acteurs et les architectes au sens que prenaient autrefois ces termes appliqués à la nation-État ». [Autrement dit, il a jeté au placard les concepts de base



Henry Kissinger avec Sarah Palin, John McCain, Hillary Clinton et George Bush Jr.



Prix Nobel de la Paix (comme Obama), Henry Kissinger est impliqué dans plusieurs génocides

d'État-nation, de souveraineté des pays et du rôle de l'État dans la société, pour défendre la vision d'un monde gouverné par les banques et les corporations transnationales].

C'est exactement ce à quoi nous assistons dans toutes les sphères. Les banques et les corporations mondiales sont des cercles qui se resserrent autour de la nation-État, y compris les États-Unis. Elles n'ont aucun respect pour aucun processus, ni pour le Congrès, ni pour la volonté des peuples.

Pourquoi ont-elles maintenu les citoyens US dans l'ignorance sur un sujet qui ébranle les fondations mêmes de notre pays ?

La Trilatérale contrôle les grands médias

La réponse est simple : on compte parmi les patrons des grands médias de nombreux membres de la Commission trilatérale, et ils peuvent détourner les informations pertinentes mais dérangeantes. Parmi ces décideurs figurent :

- David Bradley, président d'Atlantic Media Company.
- Karen Elliot House, ex-vice-président senior de Dow Jones & Company, et éditrice du Wall Street Journal, qui appartient à Rupert Murdoch.
- Richard Plepler, coprésident de HBO.
- Charlie Rose, de PBS, Service public de radio et télévision des États-Unis.
- Fareed Zakaria, rédacteur du Newsweek
- Mortimer Zuckerman, président de l'U.S. News & World Reports.

Il existe beaucoup d'autres connexions avec la haute direction des médias, résultant de l'appartenance ou de la participation aux leviers de commande des transnationales et de l'actionnariat commun.

Pour plus d'information, consulter mon livre publié originalement en 1978 « Trilaterals Over Washington », disponible [en anglais] en format électronique et gratuitement sur www.AugustReview.com. Ce site contient aussi beaucoup d'articles qui traitent divers aspects de l'hégémonie de la Commission trilatérale aux Etats-Unis et dans le monde.

Sources :

« August Review.com », 30 janvier 2009, « Obama : Trilateral Commission Endgame », par Patrick Wood.

Etudiant chercheur Sarah Maddox.

Tuteur : Peter Phillips, Université d'Etat de Sonoma.

Patrick Wood (August Review.com) / Réseau Voltaire / Projet censuré.

Réseau Voltaire 24 novembre 2011

Suite de la page (12) Guerre irrégulière...

protégée officialisée, arrivent les scientifiques et autres chercheurs universitaires qui sont aussi des bio-prospecteurs, travaillant pour les sponsors et partenaires de l'ONG propriétaire.

D'autres scientifiques ressemblent à s'y méprendre à des militaires. Au Chiapas, CI est apparue quelques mois après le soulèvement zapatiste du 1er janvier 1994 et ses premières activités ont été des vols de surveillance de couverture végétale et une cartographie très précise de la Réserve de la biosphère Monte Azul (REBIMA), dans la Forêt lacandone où avaient été contraintes de se réfugier l'EZLN et ses bases d'appuis indigènes.

Depuis dix ans, CI presse le gouvernement mexicain de déplacer les communautés indigènes zapatistes sous le prétexte qu'il y a trop de monde dans la REBIMA. Dans d'autres pays, l'ONG prive les habitants des zones protégées de l'usage de la forêt sous prétexte que les cultures et les incendies menacent cette dernière.

En chassant CI du pays, l'État équatorien a repris la souveraineté sur la gestion de ses programmes et politiques environnementales. Mais, quelques semaines plus tard, trois journalistes indigènes et une ONG, la Fondation andine pour l'observation et l'étude des médias (FUNDAMEDIOS), ouvraient un nouveau front contre le gouvernement en dénonçant auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) de l'OEA, une supposée répression d'état contre les médias équatoriens.

Cela fait suite à l'affaire El Universo où trois directeurs et un éditorialiste de ce quotidien ont été condamnés à trois ans de prison chacun et à une amende de 40 millions de $ pour avoir gravement calomnié le président Correa.

Alexis Ponce, conseiller social au ministère de l'Eau équatorien, nous dit que les trois journalistes, Cristhian Zurita, Cesar Ricaurte et Wilson Cabrera, ont été amenés à la CIDH par une autre ONG états-unienne, Due Process of Law Foundation (DPLF), dont l'objectif est la « modernisation des systèmes nationaux de justice de l'Amérique latine ».

Pour y parvenir, DPLF, selon son site Web, offre à ses « partenaires », aux prises avec des « litiges stratégiques » dans les pays latino-américains, des formations et conseils sur les « bonnes pratiques » en matière de législation et de justice. La « presse libre » et « l'indépendance du pouvoir judiciaire » font partie des litiges stratégiques visés, ajoute Ponce, et, en plus des services mentionnés, DPLF met en contact ses clients de la « société civile » avec des acteurs clés comme des officiels gouvernementaux, juges et hauts fonctionnaires de l'ONU et de l'OEA.

De cette manière, les partenaires de DPLF peuvent nouer des liens importants et « relever leur profil public », optimisant ainsi leur « pouvoir d'influencer la conception et l'exécution des politiques publiques dans la région ». C'est ainsi, conclut Ponce, que d'obscurs journalistes locaux, dirigeants indigènes et membres d'ONG écologiques et des droits de l'homme équatoriens, forts de leur profil public renforcé, se retrouvent à parader à l'antenne de CNN et à faire les manchettes des médias états-uniens pour discréditer le gouvernement Correa !

C'est en pensant sans doute à ces tactiques que, le soir de son triomphe électoral, Cristina Fernandez lançait un vibrant appel à la mobilisation et à l'organisation du peuple argentin pour que, dit-elle, « personne ne puisse défaire ce qu'on est parvenu à faire ».

L'Aut'Journal
22 novembre 2011

De l'Urgence de promouvoir la Culture en Haïti

L'un des rares denrées encore exploitables au profit de Nation

3è partie

Prince Guetjens

Critique d'art

Dans la conclusion du second moment de ce papier, consacré à l'*Urgence de promouvoir la Culture en Haïti*, j'ai démontré avec force détails que l'un des éléments clefs dont la culture participe à l'élaboration est, sans coup férir, la mentalité, qui à son tour, se charge d'informer les différents paramètres comme : les habitudes, les coutumes, les idées et les valeurs. J'ai aussi rappelé pourquoi le capital humain premier est la culture.

Ce n'est pas juste la culture au premier degré, mais plutôt ce qui constitue l'essence du vécu d'un peuple, pris en charge par des élites oeuvrant à l'émancipation et à la valorisation d'une identité nationale et culturelle forte. Dans le cas bien précis du peuple haïtien, il est prépondérant, compte tenu des circonstances originales de sa fondation, de prendre en compte ce qui fait sa complexité.

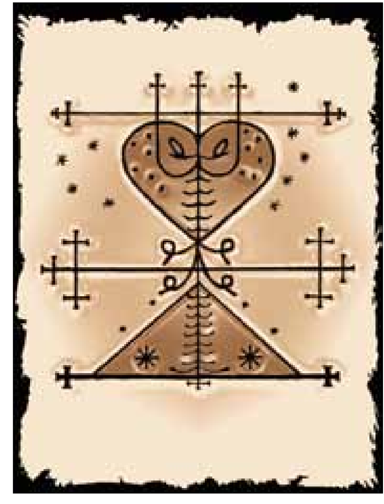
Pour cela nous allons devoir interroger la conjoncture géopolitique de la région de la Caraïbe au cours du XVIIIe siècle. C'est sans doute à partir de là que nous pourrions tenter de trouver des éléments de réponses à la question : *Comment exister en tant qu'Haïti aujourd'hui, sans pouvoir revendiquer la contribution d'Haïti à la modernité ?*

L'histoire de la cruauté de la servitude noire dans la région caraïbeenne et particulièrement dans la portion occidentale de l'île pour justifier la primauté de l'économique, puis la révolte victorieuse des opprimés et leur opiniâtre volonté de constituer une nationalité à leur image dont la défense, leur paraissaient impliquer la totale mise à l'écart de l'ancien colon.

L'événement à la base, de cette révolution d'esclaves jamais perpétrée avant dans l'histoire de l'humanité, se réalisa le 6 décembre 1492, date tragique qui marqua l'entrée des Haïtiens dans l'histoire. Disons plutôt date impie qui consacra la dépossession des Taynos et annonça simultanément le début du premier génocide d'un Etat Européen en Amérique.

Pourtant ce nouveau moyen de s'enrichir au détriment de l'autre connaîtra son apogée au tournant du siècle des Lumières quand le type colonie de peuplement institué par l'Espagne, un pays féodal au moment où il a colonisé l'Amérique, sera remplacé par la colonie de plantations par la France et l'Angleterre qui disposaient de moyens et de technologies adéquats pour faire venir dans la région de nouveaux moyens de production.

Dans son ouvrage sur l'*Histoire de l'art de la Caraïbe* le docteur Yolanda Wood pose le principe de la nécessité de regarder l'histoire de la région, à travers notre propre lentille idéologique, pour éviter de participer à la consolidation de la volonté de l'ancien esclavagiste de garder son hégémonie sur les peuples de cette partie du monde. Cette démarche entreprise plusieurs décennies plus tôt par des intellectuels comme Alejo Carpentier, Jacques Stephen Alexis, Thomas



Vevey Brigitte

Guillén, pour construire une base de connaissances à partir de la région est consolidée sur le plan artistique et historique par le travail de ce chercheur émérite.

La force de travail gratuite (les hommes et les femmes ramassés sur les côtes d'Afrique de l'Ouest) versée par les nouveaux maîtres dans la région pour rendre opérant le passage du système de peuplement au système de Plantation va créer une polarisation qui influence aujourd'hui encore les anciennes colonies, en particulier Haïti.

L'équation, : Blanc = maître = riche = civilisé = chrétien = européen opposée à Noir = esclave = pauvre = sauvage = vodouïsan = africain, née de l'exploitation de l'époque, influence aujourd'hui encore le vécu au sein de la société haïtienne. C'est si vrai que dans la mentalité des gens, il paraît un parfois douteux que des petits-fils de nouveaux libres puissent disposer de certaines richesses. Ce qui n'est pas le cas pour les descendants des anciens libres en Haïti.

J'ai sans doute erré un peu à travers ces différents couloirs de l'histoire, en essayant d'identifier l'obstacle qui nous empêche d'accéder à ce sursaut de fierté et d'auto appréciation indispensables à la mise en exergue de nos valeurs. Mais, il m'a semblé que ce détour n'était pas de trop pour mieux avancer vers l'objectif défini au début, dans les premières lignes de cet article aux ambitions démesurées.

Suite de la page (20)

son épouse Olga Benarios, qui a été remise par les autorités du Brésil à l'Allemagne et est morte dans un camp de concentration du nazisme.

Elle a participé aux mouvements de soutien à l'Union soviétique, à la Chine, à Cuba, au gouvernement socialiste du Chilien Salvador Allende et dans d'autres lieux du monde. En Afrique, elle a aussi connu des dirigeants révolutionnaires et fut un support solidaire de tous les mouvements de libération.

Les médias rappellent ici [en Argentine] sa longue trajectoire comme promotrice de l'Année Internationale de la Femme et de la Rencontre des Nations Unies à Nairobi.

Le rapport que Fanny a présenté à Genève en 1978 qui a été l'un des témoignages importants sur ce qui se passait en Argentine pendant la dernière dictature militaire, fut remarqué.

Respectée par des dirigeants comme le leader cubain Fidel Castro, Ernesto Che Guevara, le général Raúl Castro le témoignage de centaines de parents et de victimes et d'autres dirigeants révolutionnaires du monde, Fanny fut aussi à côté de Salvador Allende et dans toute mission solidaire. Son nom est lié aux meilleures causes de l'histoire de l'humanité, mais elle n'a jamais utilisé cette trajectoire, étant exemple d'humilité et de cohérence révolutionnaire.

Lors de récents hommages, elle fut décorée de l'Ordre José Martí, la plus haute distinction que confère le Conseil de l'État de Cuba. « J'ai toujours lutté dans l'espoir, avec joie et j'ai vu des peuples comme le peuple Cubain dans ses réussites, dans ses difficultés apprenant au monde ce qui est la volonté humaine pour défendre la souveraineté, l'indépendance et la dignité », a-t-elle dit après avoir reçu cette reconnaissance.



Fanny Edelman, mythique dirigeante du Parti Communiste Argentin, à l'ambassade de Cuba en Argentine

Des centaines de personnes ont défilé lors de sa veillée funèbre simple, comme elle l'aurait voulu.

Dans les derniers entretiens, Fanny Edelman a rappelé que « elle pourrait parler des heures de Fidel Castro, avec qui nous avons partagé tant de moments ». Une autre figure extraordinaire dont elle se souvient est l'Amílcar Cabral, une figure merveilleuse du mouvement de libération de la Guinée Bissao et les Îles du Cap Vert en plus de l'un des grands théoriciens de la Révolution Africaine. J'ai vécu avec lui et sa compagne Anne Marie des moments inoubliables.

« Que puis-je dire ? Que j'ai été en Asie, en Afrique, en Chine, dans presque toute l'Amérique Latine et dans les Caraïbes. Que j'ai connu des femmes merveilleuses, des travailleuses, des femmes qui travaillaient dans les mines, des cinéastes, des paysannes toutes je les ai vues pendant tant d'années durant ma vie, d'un siècle et ce qui va de l'autre. Que je me sens fière d'être d'un pays d'où ont surgi les « Mères de la Place de Mai » et des femmes capables de tant de luttes comme celles qui sont maintenant dans les rues. La nouvelle résistance latinoaméricaine compte des femmes comme grandes protagonistes. Je peux seulement dire que si j'écris et je récupère cette mémoire qui est à tous, je le fais en ouvrant mon cœur pour réaffirmer tous mes rêves et mes utopies. Et que dans tout l'amour me fait avancer ».

Notes

[1] Le Secours Rouge International (SRI) fut un service social international organisé pour l' Internationale Communiste en 1922. Créé pour fonctionner comme une Croix Rouge politique internationale. Le SRI a été dirigé par Clara Zetkin, Elena Stasova et Tina Modotti. Dissout en 1942.

La Jornada Buenos Aires, le 2 novembre 2011

Traduit de l'espagnol par : Estelle et Carlos Debiasi

El Correo. Paris, 27 novembre 2011

Fanny Edelman (1911 - 2011)

Par Stella Calloni

A seulement quatre mois de fêter ses 101 ans, le 1er novembre 2011, est décédée à Buenos Aires Fanny Edelman, mythique dirigeante du Parti Communiste Argentin dont elle occupait la présidence honoraire et où elle a milité pendant 80 ans jusqu'à ses dernières heures, laissant un exemple de lutte, d'honnêteté, d'humilité, de cohérence et de morale révolutionnaire comme l'ont reconnu les jeunes arrivés cette nuit à la veillée funèbre pour lui dire « jusqu'à la Victoria toujours Fanny ».

La dernière dirigeante de ce que l'on nommait ici [en Argentine] la « vieille garde du PC » se caractérisait par sa douceur, qui dissimulait une grande force, sa patience et son travail en faveur de l'unité de la gauche en des temps qu'elle considérait dangereux pour l'humanité « à cause de l'impunité globale que nous voyons ».

Fille d'immigrants russes, Fanny Jacobinsky est née dans la province de Cordoue, en Argentine, le 27 février 1911, et déjà en 1934 elle entra au PC, à un moment de grande agitation dans le pays, mais sa lutte a commencé très tôt dans les années 30 après le coup d'Etat du général José Félix Uriburu qui avait renversé le président Hipólito Yrigoyen. Elle fut arrêtée plusieurs fois et après s'être mariée en 1936, elle adopta pour toujours le nom de famille de son époux Bernardo Edelman, avec qui elle a partagé ses activités politiques, qui l'ont menée à être volontaire dans les Brigades Internationales pendant la guerre civile espagnole.



Fanny Edelman et Fidel Castro

Là elle a connu, sans savoir son nom jusqu'à bien de temps après, Tina Modotti, avec laquelle ils se tiennent compagnie pendant les bombardements.



Combattante du droit des femmes et de l'Homme, militante anti-impérialiste et anti-fasciste, brigadiste internationale, militante communiste, Fanny Edelman s'est dévouée toute sa vie durant aux « causes les plus nobles », celles qu'ont épousé les communistes et les progressistes d'Argentine et du monde entier

Dans sa longue vie Fanny – qui, en 2004, a donné un long entretien à ce journal - a voyagé par tous les continents comme membre de l'Union de Femmes Démocratiques et a connu des personnalités, des dirigeants politiques, des révolutionnaires, des écrivains, des artistes et elle a aussi accompagné les peuples de façon solidaire dans les moments difficiles et dans des temps de triomphe.

Elle était professeur de musique et une très bonne critique d'art, bien qu'elle ne le reconnaisse pas, parce qu'elle avait été dans le monde des peintres comme dans celui des musiciens.

Elle a été dans le Secours Rouge International [1] quand elle est arrivée en Espagne, mais avant, lors de son passage par le Brésil elle a connu le révolutionnaire Luís Carlos Prestes et

Suite à la page (19)

"Un archipel de solitude"

« Beauty and art will save the world »

Dostoïevski

Par Jean-Marie GAUTHIER

Ce leitmotiv du célèbre dramaturge continue de parcourir le monde et d'inspirer authentiquement de nombreux artistes vers lesquels nous devons aller pour nous ressourcer, nous détendre, nous passionner, nous instruire. Ainsi la pièce de théâtre « *Un archipel de solitude* » (comédie dramatique de Frantz Succab, mise en scène par José Jernidier) nous avait donné rendez-vous le 23 novembre à l'amphithéâtre flambant neuf du camp Jacob à l'université de Saint-Claude. La Compagnie *Savann'* avec Joël Jernidier, Harry Baltus et Dominik Bernard nous a fait passer un grand moment plein d'humour, d'émotion, de sincérité ! Molière ne disait-il pas : « le théâtre est un peu le miroir de nous-mêmes ». Si « le théâtre est la vie » comme l'affirmait Hitchcock, nous avons vécu là une grande leçon d'humanité. Du théâtre vivant par excellence ! Cette pièce en créole, interprétée de façon sublime par les trois acteurs, en bousculera plus d'un. C'est notre vie qui est en scène, nos questions, nos turbulences sociétales, nos frasques, nos états d'âme, les turpitudes de nos familles, nos questionnements intérieurs. Notre réalité humaine antillaise, mais plus largement caribéenne et bien au-delà. Ces questions soulevées nous touchent tous… quelle intensité dans l'émotion quand Tak avant le dénouement final pleure en vérité ! Pas facile cette pièce qui n'a pas fait dans la facilité, mais c'est aussi sa grandeur ! Messieurs les acteurs, vous maniez admirablement le verbe et l'éveil, l'intensité et la pénombre, l'équilibre et l'arabesque, le geste et l'harmonie, l'hilarité et le silence… Vous illustrez parfaitement pour nous cette pensée de Van Gogh : « Plus j'y réfléchis, plus je sens qu'il n'y a rien de plus réellement artistique que d'aimer les gens ! ».

Un souhait : que votre « *archipel de solitude* » qui fait honneur à la Gwadloup, et à la langue créole, continue de semer la bonne parole bien au-delà des frontières de la Caraïbe pour le plus grand bien de toutes les familles et de tous les êtres humains ! Nous vous dédions cette pirouette de Darry Cowl : « Au théâtre je cours, au théâtre j'accours ! »

Jean-Marie GAUTHIER
Conseiller Principal d'Education
L.P.P. de Blanchet
Basse-Terre (Guadeloupe)

P.S. La Compagnie ***Savann'*** espère aller à la rencontre de Haïti où son cœur vibre tant, en Amérique du Nord, et plus loin encore…

